

LE
MONDE

libertaire

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 222 — MAI 1976 — Prix : 4 F

A L'ORIGINE DU PREMIER MAI :



DES ANARCHISTES !

F° P 2520

activités de la fédération anarchiste

TOURS

Cercle d'Études Libertaires à 20 h 30 au lieu habituel

— **Mercredi 5 mai** : Régionalisme, antiétatisme et fédéralisme.

— **Mercredi 19 mai** : Le mouvement étudiant et lycéen.

— **Mercredi 2 juin** : L'auto-gestion : principes et pratique.

Le groupe Voline vient de faire paraître une affiche :

« Ne hurlez pas à la mort avec les imbéciles, demain vous serez peut-être leur victime »

Disponible à Publico ou au local du groupe, 19, rue Ramponneau, 75020 Paris au prix de 0,45 l'unité (par paquets de 10, 25, 50, 100)

Le Groupe Fresnes-Antony vient d'éditer une affiche, à l'occasion du 1^{er} Mai, sur les propositions sociales des Anarchistes : « 1^{er} Mai : Ultimatum des travailleurs à la bourgeoisie !

— Pour l'expropriation des patrons.

— Pour la suppression de l'Etat.

— Pour l'égalité économique.

VIVE LE FEDERALISME AUTOGESTIONNAIRE
Fédération Anarchiste
0,50 F l'unité
Disponible à PUBLICO

INFORMATION DU GROUPE DE NANTES :

Un numéro spécial (40 pages) de « Semons l'anarchie » (n° 9) vient de paraître :

ANARCHIE ET TRAVAIL SOCIAL

A l'heure où les travailleurs sociaux et les éducateurs de prévention sont en butte à la répression, il est intéressant de connaître les positions et propositions de Michel Mansuy pour un travail social libertaire.

Le numéro : 2 F
Abonnement à six numéros : 10 F

S'adresser à Noël LEROUX, 47 bis, rue H-Barbusse, 44400 Rezé.

Un numéro gratuit sur demande

INFORMATION DU GROUPE DE TOURS

Les étudiants du groupe de Tours de la F.A. ont édité un bulletin :

« OU VA LE MOUVEMENT ETUDIANT ? »

Pour commande, s'adresser à :

Alain Sauvage, 24, rue du Cluzel, 37000 Tours.

5 F les 10 exemplaires port compris.

Les groupes qui comportent des étudiants et qui n'en ont pas reçu un exemplaire gratuitement peuvent le demander aux R.I.

ENCYCLOPEDIE ANARCHISTE

Le groupe Sébastien Faure lance un appel à tous les anciens souscripteurs de l'Encyclopédie Anarchiste qui n'ont pas reçu à ce jour la totalité des fascicules que comporte cet ouvrage, et les prie de se faire connaître afin que nous leur envoyions rapidement ceux qui leur manquent.

Aujourd'hui, 130 anciens souscripteurs pour lesquels nous possédions l'adresse exacte et le nombre de pages reçues, ont en leur possession l'édition complète, soit 61 fascicules = 2893 pages.

Nous avons en dépôt plusieurs exemplaires de l'Encyclopédie Anarchiste, et les camarades désireux de se procurer cet ouvrage important et unique à l'époque actuelle, peuvent nous écrire nous leur ferons parvenir tous renseignements utiles sur les conditions d'acquisition.

Groupe Sébastien Faure, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Aux Editions du Groupe Libertaire Proudhon :
Lettre au journal « La Liberté » de Bruxelles
par M. Bakounine
Prix : 5 F

Le directeur de la publication Maurice Laisant
Imprimerie Néo-Typo
20, rue Gambetta
25000 Besançon
Diffusion S. A. E. M.
Transports Presse
Dépôt légal 43503
1^{er} trimestre 1976

COMMUNIQUÉ

REPRESSION CONTRE LES ANARCHISTES

Le mercredi 19 mai à 8 h 30, deux militants anarchistes du Groupe de Toulon passeront en Tribunal correctionnel pour avoir « commis des injures envers l'armée française en exposant au regard du public des affiches imprimées ayant pour libellé : A bas toutes les Armées : Bourreau du peuple. F. A. ».

Alors que la gauche à la suite de sa montée numérique aux dernières cantonales inquiète le gouvernement, celui-ci engage une politique plus répressive à l'encontre des révolutionnaires.

La F. A. composante révolutionnaire n'est pas épargnée par ce

gouvernement plus dur, bien au contraire, car ce dernier ne peut tolérer que le pouvoir lui échappe à la faveur de la montée des luttes sociales.

L'Etat français ne peut admettre que son armée soit contestée à Toulon, le fleuron de la Marine française et juge l'opinion antimilitariste des anarchistes comme un délit d'opinion.

Par solidarité pour nos camarades, nous ouvrons une souscription.

INCULPES DE TOULON.
YVONNE DALMENECHES.
C. C. P. 14 277 86 PARIS.

LE 12 MAI, UNE DATE A RETENIR !

Le Vent du Ch'min, association pour recueillir les témoignages d'expression populaire (A. R. T. E. P.), se propose d'effectuer une réédition complète des œuvres du poète beaucairon Gaston Couté (1880-1911).

Dans cette perspective, le 12 mai prochain, nous pourrions mettre à votre disposition le premier tome de ces œuvres.

Cet ouvrage, d'un format 21 x 14,7 cm, composé de 96 pages, comprendra 60 poèmes de G. Couté (regroupés alphabétiquement de A à E) ainsi que des photos et gravures originales (dessins de Ibel, Steinlen, Grandjouan...) et des coupures de presse.

Il sera fait mention, pour chaque poème de Couté, des auteurs ayant composé une musique en rapport avec les textes. D'autre part, un certain nombre de musiques originales de l'auteur-compositeur Gérard Pierron seront reproduites.

Ce premier tome sera mis en vente en souscription au prix de douze francs.

Nous espérons que vous apporterez votre soutien à notre effort qui va dans le sens d'une plus grande connaissance de l'expression populaire et plus particulièrement de l'œuvre de Gaston Couté.

Le Vent du Ch'min
194, rue Maurice-Jouaud,
44400 Rezé

groupes de la fédération anarchiste

Prenez contact avec nos groupes en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront vos demandes aux secrétaires des groupes.

Ecrire à Librairie Publico, Relations Intérieures, 3, rue Ternaux, 75011 Paris.

Certains groupes ont signalé leurs adresses pour contacts dans la liste qui suit.

TRESORERIE :
Envoyez vos fonds à Yvonne Dalménèches, C.C.P. 14.277.86 Paris.

AIN
OYONNAX. Groupe Libertaire.
BOURG-EN-BRESSE. Liaison F.A.

ALLIER
MONTLUÇON-COMMENTRY
Groupe Anarchiste.

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE
Liaisons Anarchistes. Contacts et Informations. Anarcho-Syndicalisme dans le bâtiment.

ALPES-MARITIMES
NICE.
Groupe Anarchiste Insurrection.

AUDE
Groupe de Narbonne.

BOUCHES-DU-RHONE
MARTIGUES. Liaison F.A.

SALON-DE-PROVENCE.
Liaison F.A.

MARSEILLE.
Liaison F.A.

CHARENTE-MARITIME
SAINTES.
Groupe Libertaire Louis Lecoin.

LA ROCHELLE.
Groupe Anarchiste.

CHER
VIERZON. Liaison F.A.

COTES-DU-NORD
GUINGAMP. Présence Anarchiste.

DOUBS
BESANÇON.
Groupe Proudhon.
Local : 53, rue Battant, Besançon.

EURE-ET-LOIR
CHATEAUDUN. Liaison F.A.

GIRONDE
BORDEAUX.
Groupe anarchiste Sébastien-Faure.

Le groupe Sébastien-Faure tient une permanence à son siège, 7, rue du Muguet, tous les mercredis et samedis, de 16 heures à 18 heures.

LIBOURNE. Groupe Libertaire.
Pour tous contacts, s'adresser au Groupe Sébastien-Faure, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

HAUTE-GARONNE
TOULOUSE.
Groupe Libertaire.

Permanence le mardi de 18 h à 20 h, 3, rue Merly, TOULOUSE.

HERAULT
MONTPELLIER. Groupe Libertaire.

ILLE-ET-VILAINE
RENNES. Groupe Libertaire.

INDRE-ET-LOIRE
TOURS. Groupe Tourangeau.
CHINON. Liaison F.A.

AMBOISE. Liaison F.A.

ISERE
BOURGAIN. Liaison F.A.

JURA
DOLE. Groupe Dolois.

LONS-LE-SAUNIER. Liaison F. A.

LOIRE
SAINT-ETIENNE. Liaison F.A.

Groupe anarcho-syndicaliste « Dieu ni Maître ».

LOIRE-ATLANTIQUE
NANTES. Groupe Anarchiste.
Permanence au local du groupe tous les premiers mardis de chaque mois. Ecrire à Xavier Doisy, 96, rue P.-Belamy, 44000 Nantes.

Groupe Gaston Couté. Pour tous contacts écrire à Georges Prou, 194, rue Jouaud, 44400 Rezé.

LA BAULE. Liaison F.A.

LOIR-ET-CHER
VENDOME. Groupe F. A.

BLOIS. Liaison F.A.

MER. Liaison F.A.

LOIRET
ORLEANS. Groupe F. A.

LOZERE
MARVEIOLS. Liaison F.A.

MAINE-ET-LOIRE
ANGERS.

DURTAL. Liaison F.A.

MAYENNE
Groupe Anarchiste Mayennais.

MORBIHAN
VANNES. Liaison F.A.

LORIENT. Groupe Anarchiste.

MEURTHE-ET-MOSELLE
NANCY. Liaison F.A.

MOSELLE
METZ. Groupe Libertaire.

PHALSBOURG. Liaison F. A.

NIEVRE. Liaison F.A.

NORD
LILLE-ROUBAIX-TOURCOING.
Groupe Thaza
DOUAI. Groupe Anarchiste.

PAS-DE-CALAIS
BETHUNE. Groupe François Villon.

PUY-DE-DOME
CLERMONT-FERRAND. Liaison F.A.

PYRENES-ATLANTIQUES
BAYONNE-BIARRITZ.
Groupe Libertaire en formation.

PYRENES-ORIENTALES
PERPIGNAN. Groupe Bakounine.
Groupe Bakounine.
Edite « Le Révolté ».
Local : 2, rue du Cimetière, Saint-Mathieu, Perpignan.

RHONE LYON.
Groupe Louis Lecoin.

NEUVILLE. Liaison F.A.

SEINE-MARITIME
LE HAVRE. Groupe Jules Durand.

BOLBEC - LILLEBONNE.
Groupe Libertaire.

ROUEN. Groupe Libertaire Delgado-Granados.

Une permanence se tient tous les mardis, à partir de 18 heures.

10 bis, rue de l'Avalasse, Rouen.

SOMME
AMIENS. Groupe Anarchiste.

VAR
TOULON.
Groupe Libertaire.

71, avenue de la République.

Permanences : Le mercredi de 18 h à 19 h 30 et le samedi de 15 h à 19 h 30.

PIERREFEU - CUERS.
Liaison F. A.

Pour tous contacts :
Groupe de Toulon.

VENDEE
Groupe Sables-d'Olonne.

VIMENNE
LIMOGES.
Liaison F.A.

YONNE
TONNERRE.
Liaison F. A.

PARIS
LIAISON DES POSTIERS.
Edite « Gestion Directe ».

GROUPE EMPLOYES ANARCHISTES DE LA B.N.P.
GROUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL.

Local, 10, rue Planquette (rue Lepic), Paris-18^e, métro BLANCHE ou ABBESSES. Permanence assurée par les militants du groupe, chaque samedi à partir de 17 h. Contact

avec les militants. Colloques. Pour tous renseignements, écrire au local du groupe ou téléphoner au 076.57.89.

13^e, 15^e, 11^e arrondissements
GROUPE ACTION REVOLUTIONNAIRE ANARCHISTE ASCASO-DURRUTI.

15^e, 16^e arrondissements, Issy-les-Moulineaux, Meudon
GROUPE LIBERTAIRE GERMINAL

13^e, 14^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE ALEXANDRE JACOB

20^e arrondissement
GROUPE LYCEEN ANARCHISTE

2^e et 11^e arrondissements
GROUPE ANARCHISTE EMMA GOLDMAN - Contact Publico.

BANLIEUE SUD
GROUPE LIBERTAIRE - Fresnes-Antony.

GROUPE ANARCHISTE - Orsay-Bures.

GROUPE ANARCHISTE - Masy-Palaisseau.

GROUPE NESTOR MAKHNO - Brunoy. Liaison Seine-et-Marne.

BANLIEUE EST
GROUPE ANARCHISTE VOLINE - Local : 19, rue Ramponneau, Paris-20^e, métro BELLEVILLE. Permanence tous les samedis, de 16 h 30 à 19 h 30.

NORD DES HAUTS-DE-SEINE
GROUPE LA-BOETIE

GROUPE MALATESTA
Accueillent leurs sympathisants les 2^e et 4^e mercredis de chaque mois au Centre administratif d'Asnières, place de la Mairie, à partir de 20 h 30.

SOMMAIRE

N° 222	MAI 1976	pages
EDITO		
— Un 1 ^{er} mai de perspectives ?		3
EN DEHORS DES CLOUS		
— Montana Story		4
— On ne badine plus avec l'amour		4
LA MEDECINE EN QUESTION		
— Pétain ?... Mais il est mort !		5
— Médecine du travail		5
ETUDES		
— Malatesta et l'organisation anarchiste		6
— A l'origine du 1 ^{er} Mai : les cinq martyrs de Chicago		8-9
AU-DELA DU SILENCE		
— Revue de Presse		7
— Un peu de tenue, Monsieur Bouchareissas !		7
TEXTES ET DOCUMENTS A L'APPUI		
— Premier Mai		10
DANS LE MONDE		
— Informations internationales		11
LE DOSSIER DU MOIS		
— Le problème viticole		12
A PROPOS DU SAHARA OCCIDENTAL		
— Le bilan		13
ARTS, SPECTACLES		
— Cinéma : L'honneur perdu de Katharina Blum		14
— La part de vérité et du pauvre		14
LITTERATURE		
— Le livre du mois		15
LE SYNDICALISME DE SACRISTIE AU TRAVAIL		
— Parlons de l'Affaire LIP I		16

Un 1^{er} mai de perspectives ?

Depuis près d'un siècle le 1^{er} mai est resté une journée chère au cœur et à l'esprit de millions de travailleurs du monde. Cent années d'histoire sociale n'ont pas effacé l'angoisse et le sentiment de révolte des ouvriers qui, en 1887, apprirent non sans dégoût et un profond sentiment d'injustice l'exécution de cinq des leurs à Chicago.

Cent ans bientôt et les 1^{er} mai qui se succéderont laisseront leur marque indélébile de répression sanglante à l'égard du mouvement ouvrier et socialiste. Aujourd'hui encore, un peu partout dans le monde, on traque, on emprisonne, on torture des militants ouvriers. Le seul crime qu'on leur impute s'appelle le respect des libertés, le droit au mieux-être et à une vie décente, jamais les démocraties et le système capitaliste n'ont été aussi forts et aussi fragiles. Un grain de sable et hop ! la machine économico-politique s'enraye.

Partout où les regards se tournent, les libertés sont délibérément foulées au pied. A l'Est comme à l'Ouest, tout signe de révolte, d'opposition radicale ou non constitue une faute grave justifiant l'emprisonnement — fût-il provisoire — ou l'internement psychiatrique. Et pourtant, cruel revers de l'histoire que les régimes autoritaires façonnent, ce sont les pays communistes qui célèbreront, avec fanfare et défilé militaire à l'appui, ce 1^{er} mai, journée de lutte des travailleurs du monde. Pour monter à l'assaut du ciel le prolétariat doit se libérer de ses chaînes que sont le capitalisme privé ou d'Etat, l'Etat libéral ou communiste et l'armée, fût-elle bourgeoise ou populaire.

La commémoration de ce 1^{er} mai restera celui de défilés qu'on oubliera comme les autres. Pourtant, cette journée mémorable devrait être pour le monde ouvrier internationaliste le point de jonction et de départ de réflexions et de modes d'action pour sa propre libération.

Poser le problème du développement du système capitaliste, de son renforcement et de ses contradictions au niveau mondial, définir une stratégie globale de lutte contre ses propres exploités nationaux, ce qui reste, en dernière analyse, la meilleure méthode pour combattre le capitalisme international, enfin accroître la solidarité entre les travailleurs de tous les pays pour mettre en échec les décisions supranationales des grosses sociétés capitalistes. Voici des axes de lutte suffisamment clairs pour qu'ils puissent être promus par le mouvement syndical mondial.

Mais encore faudrait-il que le mouvement ouvrier rejette toute sujétion à l'égard des partis politiques et toute compromission avec les classes dirigeantes au pouvoir. Faire en sorte que l'organisation syndicale reste une organisation de classe dont l'objectif fondamental se circonscrirait aux seuls et véritables intérêts de cette classe.

Cette attitude est plus que jamais nécessaire aujourd'hui si l'on veut briser le joug de l'oppression et de l'exploitation et, aussi, si l'on ne veut pas faire du 1^{er} mai une journée de dupes où la bonne conscience des appareils syndicaux réformistes est de rigueur.

AMIS LECTEURS

Vous avez été nombreux à répondre à notre questionnaire du mois dernier. Indiscutablement il correspondait à une nécessité. S'exprimer dans le journal auquel on est attaché est très naturel et nous vous invitons à le faire chaque fois que vous en éprouvez le besoin. Vos lettres sont toujours pour nous des indications précieuses. L'intérêt que vous portez au Monde Libertaire nous permettra de l'améliorer encore et d'accroître notre influence au sein du mouvement social. Personne ne peut ignorer l'urgence de cet impératif ! Dans un monde où l'information est reine, où les médias conditionnent, créent même les événements sociaux et politiques, cela doit être notre préoccupation première. Les groupes marxistes l'ont bien compris qui ont trouvé les fonds nécessaires à l'impression de quotidiens.

Croître ou disparaître, telle est la loi du système !

Or, vous êtes unanimes à ne pas vouloir disparaître sous un amas de nouvelles mensongères et sélectionnées, destinées à vous soumettre. Pour cela vous demandez une information plus rigoureuse, un Monde Libertaire qui colle à l'actualité, qui soit plus puissant.

Le mois prochain, nous serons en mesure de vous communiquer les résultats les plus significatifs de notre enquête. Notre Congrès aura à charge de tirer les conclusions qui s'imposent et d'adopter, en conséquence, les attitudes capables de satisfaire vos souhaits de participation à notre lutte. Nous vous ferons part a'ors des mesures prises.

Ce mois-ci, la région parisienne de notre Fédération anarchiste organise une journée de soutien au Monde Libertaire. Dans ce même numéro, vous trouverez le détail de cette fête qui sera l'occasion, pour nos militants, d'affirmer leurs compétences organisatrices, de promouvoir notre journal, et pour tous d'apporter un soutien financier à cette œuvre constructive de longue haleine et de lier des rapports de fraternité.

Les administrateurs :
François GARCIA, Léopold TAMAMES.

LE MONDE LIBERTAIRE

à adresser à
LIBRAIRIE PUBLICO
Compte postal Paris 11289-15

Rédaction - Administration
3, rue Ternaux, 75011 PARIS
Tél. : 805.34.08

PRIX DE L'ABONNEMENT

France :	Etranger :
6 numéros 20 F	6 numéros 30 F
12 numéros 40 F	12 numéros 60 F
Sous pli fermé :	Par avion :
6 numéros 30 F	6 numéros 39 F
12 numéros 60 F	12 numéros 78 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3, rue Ternaux, 75011 PARIS

Nom :

Prénoms :

Adresse :

..... Code postal

A partir du numéro

Abonnement

Réabonnement

Joignez le règlement à votre demande :

Chèque postal

Chèque bancaire

Mandat-Lettre



Montana Story

A quelques jours près, le bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis coïncidera avec le centenaire (le premier) de l'unique défaite qu'un peuple de couleur leur ait infligée sur leur propre sol.

La Déclaration d'indépendance, acte constitutif de la nation américaine, date en effet du 4 juillet 1776. Et c'est en juin 1876 que les Sioux de Sitting Bull battirent et exterminèrent les trois cents cavaliers du général George Custer, près de Hardin, dans le Montana, sur les bords de la Little Big Horn, petit cours d'eau tributaire d'un sous-affluent du Missouri.

Naturellement, en juillet prochain, les Etats-Unis d'Amérique vont célébrer avec beaucoup d'éclat le bicentenaire de l'événement qui leur donna naissance. Non moins naturellement, ils ne commémoreront pas de façon aussi spectaculaire l'affreux massacre où trois cents hommes furent scalpés par des centaures hurlants coiffés d'auroles de plumes.

Détail pittoresque : ce carnage avait été contemplé du haut d'une colline par un petit garçon de cinq ans, qui devint plus tard le chef Red Fox, lequel en fit souvent le récit tout au long de son existence. Mais Red Fox ne pourra pas renouveler son témoignage lors du centenaire de la bataille : il est mort le 1^{er} mars dernier, âgé de cent cinq ans, à Corpus Christi au Texas.

Au lendemain de la Little Big Horn, les troupes américaines firent subir aux Sioux de terribles représailles. Sitting Bull fut obligé de se réfugier au Canada, avant de revenir négocier une paix fragile et se faire interner quelque temps avant de reprendre les armes et d'être finalement assassiné à Standing Rock, près du fort Yates, en décembre 1890.

Depuis lors, les Américains se sont trouvés en guerre avec d'autres peuples, et l'on a vu parmi eux des soldats sioux : il y en eut dans les contingents parachutistes qui participèrent en 1944 à l'offensive de Normandie. Quant au peuple sioux lui-même, parqué dans les réserves, réduit par la misère, la faim, l'alcoolisme, on a prêté longtemps sa prochaine disparition. Sa déchéance passait pour irrémédiable.

Mais, après avoir difficilement survécu, il a repris une certaine ascension démographique, due en partie à ce que l'état d'esprit des conquérants s'est modifié à son égard : dans les générations actuelles, l'opposition antiraciste a marqué des points, et la sympathie s'est éveillée pour les minorités ethniques opprimées.

En outre, bien qu'ils se montrent encore volontiers turbulents, les descendants de ceux qu'on appelait les Peaux-Rouges semblent avoir compris que la politique suicidaire des grands « hommes-médecines » tels que Sitting Bull — déjà abandonnée et rejetée par son homologue et contemporain Red Cloud — est pernicieuse et condamnable.

Certaines tribus ont obtenu des avantages qui équivalent à de réelles victoires en entamant des actions judiciaires, en se livrant à des manifestations revendicatives, en utilisant le droit et la loi des Blancs contre le pouvoir même qui édicte ce droit et cette loi. Aussi habiles palabreurs et adroits diplomates qu'ils furent de téméraires et intrépides guerriers, les Sioux et les autres Indiens ont certainement intérêt à persévérer dans cette voie.

Ils donneraient un salutaire exemple au monde s'ils recouvraient leur place au soleil, et la réoccupaient avec dignité, à l'issue d'une action pacifique et non violente. C'est peut-être ce que leur aurait conseillé Red Fox au centenaire de la Little Big Horn s'il avait pu vivre quelques mois de plus.

P.-V. BERTHIER.

On ne badine plus avec l'amour

Les Mémoires du sieur Casanova, les polissonneries de Restif de la Bretonne et les écrits du marquis de Sade paraissent aujourd'hui bien fades car la fesse, en devenant affaire de gros sous, est entrée, elle aussi, dans la société de consommation où tout produit, pour être rentable, doit être omniprésent et accessible à tous, être amorti dans les délais les plus brefs. A l'origine, il y avait les tabous dont on entourait la « chose », à commencer par livrer via le mariage des filles totalement inaverties à des garçons dont l'expérience n'était guère plus étendue et parfois à des hommes « faits » que le contact intime de ces jeunes chairs transformaient en satyres. On faisait, comme on dit, confiance à la nature et au temps.

Puis apparurent quelques ouvrages, tel le « Deuxième sexe » de Simone de Beauvoir lequel, il y a vingt-cinq ans, souleva la colère des bien-pensants des deux sexes parce que la campagne de Sartre avait osé « déballer ses cochonneries » — pour résumer. Rares furent alors ceux qui pensèrent et osèrent dire tout haut que Beauvoir venait de donner un coup de pied salutaire dans la fourmillière du conformisme, car il « fallait protéger les vierges et les garçons sages » n'est-ce pas, et ce au pays du vaudeville-roi et du cocuage petit-bourgeois aux allures gauloises, que lesdites vierges et autres puceaux furent enfants de Neuilly, de Pantin, ou fils de Garches, d'ailleurs. Le mariage, c'était sacré, camarade, et puis, de plus, ça coûtait cher, mon père. Amen.

Aujourd'hui il paraît, bon an, mal an, plusieurs vingtaines de livres sur la condition féminine, les sexes, les cent manières de s'en servir. Aucun des spécialistes auteurs de ce genre de traités n'est appelé pornographe, la rumeur publique les considérant plutôt — grâce aux mass media — comme des scientifiques doublés de psycho-sexologues. Dans la foulée, il y a également (ô surprise !) les marchands de fesse en quadrichromie ou en vistavision, les masturbateurs intellectuels et, parfois, quelque prêtre de l'église à croix et de celle à faucille. Il faut bien vivre, n'est-ce pas ?

L'amour demeure cependant l'une des rares activités humaines qui n'exige pas de mise de fonds préalable, puisque deux êtres peuvent s'aimer sans « caution », sans programme pondé par un ordinateur, sans machinerie à sous du genre juke-box ou parcomètre. C'était là, à notre époque, faire injure au puritanisme laïc né avec la montée du produit national brut ayant

lui-même enfanté le sacro-saint « confort », et les spécialistes déjà nommés se mirent à l'ouvrage afin que l'acte sexuel devienne payant pour les marchands de « bonheur », et non plus un acte librement consenti et aussi simple que les lois fondamentales de la nature. Gadgets, guides du parfait baiseur, recettes multiples et exotiques, drogues excitantes ou relaxantes, inondèrent ce nouveau marché ouvert à tous les appétits. Comment jeune homme, vous voulez coucher avec cette fille, comme ça, bêtement ? Vous êtes-vous demandé si vous répondiez tous deux aux normes du docteur Onano ? Si vos chromosomes respectifs vous permettraient d'atteindre le septième ciel dans les temps prescrits ? Comment dites-vous ? La pilule Sangoss ? Beuh... totalement inopérante ! Hein ? Le « Traité théo-sexologique » du R. P. Lalouette ? Pas mauvais, non, mais...

Alors, bardés de bouquins, d'engins divers et d'une véritable pharmacie ambulante — et « appropriée » — le tout payable à tempérament, bien sûr, fânos amoureux de l'ère cybernétique se sont mis à la recherche de la lune de miel vantée par leurs ancêtres. Manque de chance pour eux, un vaisseau spatial venait de se poser dessus...

Et l'on s'étonne encore que la jeunesse soit « triste » ? Au moins, à l'époque des mariages-à-la-cosaque, il existait une petite chance pour que l'assaut bien conduit soit une réussite pour les deux combattants, un heureux hasard, certes, mais l'être humain, ne l'oublions pas, est perfectible...

Bien sûr, de nos jours, les filles peuvent choisir leurs partenaires et il y a incontestablement moins de niaiserie dans les rapports entre jeunes mâles et jeunes femelles, moins d'hypocrisie également ; on ose enfin appeler un chat, un chat,

et les marchands de choux et de roses (pauvre « Europe verte » !) ont fait faillite ; il n'y a plus — ou presque — de « mystères » relatifs aux organes génitaux masculins et féminins — plus assez peut-être ? — mais, parallèlement, que de réussites éclatantes au rayon du porno-fic ! Ici, nulle récession, pas de dévaluation, point de sous-emploi, et si serpent il y a, il n'est pas monétaire mais « tentateur ». A l'affichage, la croupe vient partout en tête et on sait qu'en définitive le « cochon de payant » paiera, sûr !

Coïncé entre le bénitier et le sex-shop, l'amoureux moyen n'a plus d'autre ressource que celle de se montrer discret s'il veut pouvoir continuer à aimer sa femme, et cette dernière, pour jouir des mêmes félicités, doit ne plus rêver aux jeunes premiers de cinéma, car le septième art a transformé les chevaliers du septième ciel en autant de monstres inépuisables dont la vision et les performances risqueraient de perturber — comme on dit — sa libido.

Nous allons peut-être vers le « meilleur des mondes » — façon Aldous Huxley — où l'on construira une réserve à l'usage de derniers sauvages de l'espèce humaine, ceux qui aimèrent et furent aimés sans l'appât de gadgets, sans littérature, sans « raffinements » érotiques, sans poudres de perlimpinpin, autrement dit des êtres humains vivant comme tels et qui, toujours, se sont méfiés des bénisseurs et des bonimenteurs qui, contre un peu de monnaie, voulaient absolument « améliorer » la race. Les petits robots qui viendront les regarder vivre dans ce zoo nouvelle manière, ne seront même pas amusés ou narquois, car ils auront perdu totalement l'usage de ce qui, longtemps, aura été l'apanage de l'homme : le rire, car rire, c'est encore aimer...

Michel PELTIER.

Souscriptions "Monde Libertaire"

MENOUX	10	HANES	5
THERARAZ	10	ANONYME	2
JACQUET	40	JEAN-PIERRE	25
BURNIER	10	RENAL	6
BERGELIN	10	BLAMPIGNON	10
LOCHU	10	JEAN	11
MAGNE	10	SANDRE	35
RIVERA	100	ANONYME	10
BOUHOT	50	YANNIC	10
VANDAMME	30	B. et M. LANZA	20
HOUCHOT	10	RANNOU	10
LORENT	40	ORTAVANT	40
GODDEFROY	30	BOURILLON	10
COTTEL	6	DIVIN	20
FAUGERAT	500	BERNARD	20
LANTUEJOUL	10	ROUGIER	40

PÉTAIN ?... MAIS IL EST MORT !

Pas pour tous... En effet, notre chère caste médicale respecte avec toujours autant de vigueur l'esprit pétainiste. L'Ordre des Médecins, créé en 1942 à Vichy, appuyé par 80 % de ses adhérents, est le prototype de scandale facile... Mais trop facile car peu de journaux en parlent.

Si on compte 80.000 médecins et 350 francs de cotisation par médecin, on voit qu'il rentre tous les ans dans les cochons en porcelaine du professeur Lorth-Jacob, 28 millions de nouveaux francs (soit près de trois milliards d'anciens francs !).

Avec un tel budget, on pourrait s'attendre à ce qu'il fasse des trucs supers :

- formation permanente pour tous ;
- revues médicales gratuites ;
- aide véritable aux étudiants salariés, aux étudiants qui n'ont pas d'argent ou qui ne veulent

plus dépendre de papa et maman.

Eh bien non ! Cet ordre fascisant fait ouvertement des pressions parlementaires (avortement, pilule) ; organise des croisières-conférences aux îles Machin ; crée des tribunaux régionaux, composés uniquement de médecins, pour juger les confrères qui ont fait une faute professionnelle. Si ce tribunal reconnaît le toubib coupable, il l'adresse alors aux tribunaux civils. Bien sûr si vous êtes dans les petits papiers du mandarin local, pas de tribunaux civils : c'est la démocratie dans la « société libérale avancée » !

Si devant ce tableau effrayant vous refusez de payer la cotisation, on vous retire le droit d'exercer la médecine. C'est dire qu'on ne vous juge pas sur vos compétences médicales, mais sur vos idées politiques (refus de cette corporation pétainiste).

Mais enfin, ceci est un problème

encore particulier de la médecine. Ces bourgeois qui ont leur million assuré tous les mois n'ont qu'à s'arranger entre eux : tiens-toi le pour dit, camarade, la médecine libre et gratuite, ce n'est pas pour demain !

Allons donc plus loin et posons-nous le problème du pourquoi de la médecine. Deux constatations nous ont fait réfléchir :

— 60 % des produits prescrits sur ordonnance sont des tranquillisants, des anxiolytiques, des sédatifs, des hypnogènes...

— En Israël, la grève des médecins en 1969, qui dura un mois, a fait chuter le taux de mortalité !

Examinons d'abord le premier point, c'est-à-dire la nouvelle drogue légalisée qu'est le médicament. Devant le cas d'un ouvrier en « incapacité de travail », les patrons ont deux solutions de récupération :

ou bien le médecin de famille

lui refilera des « trucs-pour-que-ça-aille-mieux » (ça arrive de piquer sa crise quand on travaille à la chaîne ou qu'on est cloué devant son bureau à vie) ;

ou bien ils demandent à la Société Secorex d'envoyer un médecin faire une contre-expertise et diminuer le congé de maladie du travailleur.

Par ailleurs la chimie du médicament (notamment des sédatifs), annihile indirectement le sentiment de révolte, aidée en cela par les autres hallucinogènes que sont la télévision, la radio, etc.

La médecine est-elle toujours une pratique apolitique ? Du serment d'Hippocrate, il ne reste, hélas, pas grand chose.

Le deuxième point relève de deux considérations :

— l'abus des médicaments (qui détruisent l'organisme plutôt qu'ils ne l'améliorent), ces petites salo-

peries vendues à prix d'or par les trusts pétrolodépendants, style Rhône-Poulenc ;

— la prise en charge des gens, psychologiquement. Si le médecin fait grève, comme en Israël, on ne se réfugie plus dans une situation d'attente masochiste et de soumission au médecin-sorcier : on se prend en charge soi-même. L'angoisse devant la mort, qui accompagne un grand nombre de maladies, disparaît après quelques doutes.

Bien sûr, il reste des maladies pour lesquelles le médecin doit intervenir, mais elles sont inhérentes à notre système, tel le cancer (voir le nombre effrayant de saloperies cancérogènes qu'on avale chaque jour, depuis la flotte sous emballage plastique, jusqu'au bismuth dans les suppositoires !).

Le cancer n'est pourtant pas en tête du hit-parade des décès. En bons premiers viennent le cœur et les vaisseaux sanguins : l'angoisse, l'anxiété, les stress, la compétition, l'ambition, le chacun pour soi... tout le monde s'accorde à le reconnaître. Pour changer, on vote Mitterrand et surtout Giscard : évidemment la révolution sociale est une angoisse supplémentaire pour ces bourgeois profiteurs !

Mais quelle médecine voulons-nous faire, nous, étudiants libertaires, bêtes rares que l'on débute un peu plus souvent que le dahut ?

Une médecine nationalisée, comme le voudrait la gauche ? Il est intéressant de savoir qu'en U.R.S.S. le médecin gagne seulement un peu plus que l'ouvrier, mais quel assassin ! Bureaucratisme, centralisation, « étatisons donc », est-ce la solution ?

Nous exigeons une médecine au service des travailleurs, libre et gratuite, au sein de laquelle le médecin aurait le même salaire que tout autre travailleur ; ce serait la fin d'un des remparts essentiels de défense de l'Etat et du pouvoir dans une corporation fascisante. Nous exigeons un médecin humaniste, c'est-à-dire au service de l'HOMME.

Groupe des étudiants libertaires de la Faculté de Médecine des Saints-Pères (Paris).

MÉDECINE DU TRAVAIL

Pour tous les salariés, l'examen médical d'embauche est obligatoire, ainsi que la traditionnelle visite annuelle.

D'après la loi du 11 octobre 1946, la médecine du travail a essentiellement pour rôle « la surveillance des conditions d'hygiène du travail ». Apparemment, elle s'y emploie bien insuffisamment ; lorsqu'on note l'augmentation

constante des accidents du travail et aussi des maladies professionnelles, on ne peut que s'interroger sur la réelle efficacité de cette médecine au rabais. Certains médecins du travail (les plus proches des ouvriers) reconnaissent que leur tâche n'est pas facilitée par l'attitude des patrons, qui font tout leur possible pour les empêcher d'agir comme ils le vou-

draient ; mais la plupart, hélas, n'ont même pas ce problème : ils ne font aucun effort pour gagner la confiance des travailleurs, ne cherchent pas à engager le dialogue avec leurs représentants au C.H.S. ou au Comité d'Entreprise, ils ne se soucient absolument pas des conditions de travail, parce qu'ils ne veulent prendre aucun risque et affectent de pratiquer une sois-

disant « neutralité » entre exploités et exploiters.

Quand, avec les travailleurs, on discute de ces médecins, qui n'ont pas le droit de signer un arrêt de travail, ni de faire une ordonnance, on s'aperçoit, dans la majorité des cas, qu'ils ont une piètre opinion de ces « rigolos de toubibs, à peine capables de vous prendre la tension, et encore... ». Jugement sévère, injuste, penseront certains. Pourtant, dans la cartonnerie où j'ai travaillé durant onze années, plusieurs accidents graves (dont un MORTEL !) sont survenus, sans qu'une seule fois le médecin du travail juge utile de se déplacer à travers l'usine. La fatalité a bon dos, à quoi bon empoisonner les choses, déjà que ces emmerdants de syndicalistes foutent le bordel, n'est-ce pas ?

Et qui s'étonnera, après cela, que les gars de la base puissent porter des accusations du genre : « ces mecs-là, ils peuvent pas l'ouvrir, ils sont vendus aux patrons... » ?

Pour leur défense, quelques médecins du travail se retranchent derrière leur statut, pour le moins ambigu, qui ne peut que les conduire à passer, souvent contre leur gré, pour des agents du patronat. Peut-être, mais alors, c'est à eux qu'il incombe de prendre des responsabilités, d'écouter pour de bon les salariés, d'avoir le courage d'exiger des employeurs l'application des mesures pouvant améliorer les conditions de travail, l'hy-

giène, la sécurité, de s'informer auprès des représentants des syndicats.

Il faut savoir aussi que, depuis la signature des accords de mensualisation des salaires, les patrons ont eu l'idée d'un contrôle des arrêts de travail, indépendant du contrôle de la Sécurité Sociale. Cette « médecine » d'un nouveau type, bénie par le sacro-saint Ordre des Médecins, c'est SECUREX, une société anonyme, qui essaie peu à peu de s'implanter sur l'ensemble du pays. Ces flics de la santé ont pour consigne de faire reprendre le boulot si possible avant la date prévue, et d'avoir un effet dissuasif sur les travailleurs. Pour ces espions grassement rémunérés par les P.-D.G., les salariés s'absentent « exagérément et sans motif valable » et trop de médecins « abusent » des arrêts de travail. On connaît la chanson : ces gens-là ignorent délibérément l'aggravation des conditions de vie et travail ; ils ne veulent pas entendre parler de l'augmentation des cadences, de l'abrutissant travail à la chaîne, des horaires dingues (les 3 X 8, le continu), des logements exigus, des transports en commun bondés. Cette médecine répressive, « anti-absentéiste », doit être fermement combattue, tant par les médecins du travail que par les syndicats de travailleurs. Contre cette atteinte intolérable à notre liberté, nous devons tous réagir et ne pas hésiter à refuser systématiquement de nous laisser contrôler par les sbires patronaux de Secorex.

A la porte, les médecins-flics du père Ceyrac !

Et continuons à mener l'action, tous unis pour la défense de notre santé et de notre vie, contre les profiteurs et leurs complices.

Bernard LANZA.

COMMUNIQUE

LIBERTÉ POUR ROLAND AGRET !

Le 28 février 1973, Roland Agret était condamné à quinze ans de réclusion. Depuis, il n'a cessé de proclamer son innocence.

Les témoins, cause de sa condamnation, se sont ensuite rétractés, proclamant que l'accusation avait été montée de toutes pièces pour faire condamner Agret.

Pourtant, du côté de la « justice », rien ne vient. Pour les Portal, tout le pays s'était ému, mais pour les Agret, malgré la publicité inhabituelle dont ils bénéficient, rien... Mais que voulez-vous, ils ne sont pas du même côté de la barrière.

Et puis, comment s'étonner de la lenteur de notre justice quand on sait que le S. A. C. (les hom-

mes de mains de l'U.D.R.) est impliqué dans l'affaire ?

Roland Agret poursuit depuis plus d'un mois une grève de la faim. De plus, il a avalé deux fourchettes qui se sont fichées dans son estomac. Marie-José Agret, sa femme, fait également la grève de la faim depuis le 6 avril, à Montreuil.

Soutenez-les contre le régime policier, écrivez-leur, allez les voir.

LA REDACTION.

Roland Agret, Prison des Baumettes, chemin de Morgiou, Marseille.

Marie-José Agret, Maison Ouvrière, 17, rue Hoche, 93100 Montreuil.

NECROLOGIE

Nous venons d'apprendre avec peine la mort du grand historien social Maurice DOMMANGET. Faute de temps, nous ne pouvons ce mois-ci que porter ce triste événement à votre connaissance. Nous publierons cependant le mois prochain un article en hommage à ce que fut la vie de ce militant.

Souscriptions "Attentat"

BOUTIQUE	327
ROIG	100
PARIETTI	100
MORANZONI	50
BERNARD (Tahiti)	500
BOURGEOIS	20
GRUPE DE LA ROCHELLE	130
GERALD	100
MAGI	10
BERNARD	20
JEAN-LUC	10
JACQUOU	20

MALATESTA ET L'ORGANISATION ANARCHISTE

Il existe dans le mouvement révolutionnaire français deux tendances : d'une part des organisations politiques dites « d'avant-garde », coupées des masses et de la réalité, dont certaines anti-sindicalistes, d'autre part des militants se consacrant exclusivement au syndicalisme qui leur paraît plus concret et plus réaliste (revendications immédiates, caractère de masse, etc.).

Historiquement les anarchistes ont toujours soulevé le problème de la dualité : syndicat d'une part, organisation spécifique d'autre part, et des relations entre eux autres que l'allégeance de l'un à l'autre (soumission du syndicat au parti, ou inversement).

C'est au début du siècle, alors que le syndicalisme d'une part et les partis politiques de l'autre, ainsi que les organisations anarchistes avaient une grande influence, qu'ont été écrits de nombreux textes, dont ceux de Malatesta.

Nous proposons ici des articles écrits par Malatesta lors du Congrès de l'U.A.I. (Union anarchiste italienne) en 1921, que nous a envoyés Marzocchi, secrétaire de la F.A.I. (Fédération anarchiste italienne).

MALATESTA

« Les syndicalistes ont des conceptions plus libertaires (que les socialistes, N.D.R.). Ils veulent rendre inutile l'Etat, le priver de son autorité et le détruire par les syndicats qui peu à peu devraient absorber toutes les fonctions de la vie sociale. Naturellement pour cela est nécessaire que les moyens de production (terre, matières premières, machines, etc.) soient devenus la propriété collective des syndicats, de quelque façon fédérés entre eux... Les syndicalistes qui, bien qu'en théorie aiment dire que le syndicalisme se suffit à lui-même, doivent, dans la pratique, ou penser à s'emparer de l'Etat, avec le bulletin de vote ou avec la violence et ils deviennent socialistes, ou penser à le détruire et ils deviennent anarchistes.

« Cette inconstance relative à leur programme revient dans l'histoire des organisations ouvrières à tendance syndicaliste : tôt ou tard se présentent les circonstances dans lesquelles du terrain purement syndical il faut passer à la lutte politique proprement dite, et c'est à ce moment-là que jaillissent les divergences et l'incompatibilité entre réformistes et révolutionnaires, parlementaires et antiparlementaires, socialistes et anarchistes, qui se trouvent réunis sous le même manteau d'une neutralité syndicale mensongère.

« C'est alors que commencent les luttes intestines et les scissions. Pendant ce temps, tant que dure l'équivoque, on fait dans ces organisations œuvre d'action directe, on laisse que les courants syndicaux plus avancés jouissent de la liberté de faire de la propagande, habituant les masses à la fierté et à la volonté de lutte, ce qui est un apprentissage excellent pour les préparer à la révolution. Nous, les anarchistes, ne pouvons pas nous identifier avec ces organisations, ni avec aucune autre organisation ouvrière, mais nous les préférons aux autres car elles nous offrent un champ pour étendre notre influence ; les encourager et y participer, pourvu qu'elles ne soient pas contradictoires avec nos idées, sans pour cela nous interdire l'entrée dans n'importe quelle autre organisation où nous croyons pouvoir faire œuvre utile de propagande, de critique et d'encouragement, c'est ce que, plus ou moins bien, nous avons fait jusqu'à présent. **MAINTENANT IL EST TEMPS, JE CROIS, DE S'ACCORDER POUR UN PLAN PLUS ORGANIQUE AFIN DE POUVOIR AGIR AVEC PLUS D'EFFICACITE SUR LE MOUVEMENT ET MIEUX L'UTILISER A NOS FINALITES.**

« ...Il est arrivé que nombre d'organisations ouvrières, nées par l'initiative de quelques hommes généreux, ayant un large esprit de solidarité humaine et animés de fiers propos de bataille, se soient ensuite, à mesure que les organisations grandissaient en nombre et puissance, modérées, corrompues, tandis qu'elles se transformaient en corporations fermées, préoccupées seulement des intérêts des associés en opposition aux non-associés.

« Ajoutons à cela la bureaucratie parasitaire qui se développe à l'intérieur, les chefs s'installant à la direction et manœuvrant comme de simples politiciens pour y rester en permanence, les buts politiques antiprotétaires et antilibertaires qu'on les fait souvent servir, les contacts répugnants mais inévitables avec les autorités, et nous nous expliquerons facilement l'antipathie et l'hostilité que certains camarades, réduits maintenant, je crois, à un nombre exigü, manifestaient contre les organisations ouvrières...

« ...Mais est-il à conseiller, est-il utile et possible pour les anarchistes de rester au dehors des organisations ouvrières, ou de n'y participer que passivement, tout simplement en tant qu'ouvriers ayant besoin de travailler et ne voulant pas être des briseurs de grève ?



Malatesta, l'illustre anarchiste italien qui parcourt le monde. Ici, à Londres, en 1895.

« A mon avis, ce serait une sottise et en pratique une trahison de la cause révolutionnaire, ou d'une manière plus générale, de la cause du progrès et de l'émancipation humaine...

« ...Désormais on ne fait plus rien dans la vie collective de la société sans le concours ou tout au moins l'acquiescement des masses organisées.

« Les anarchistes, naturellement, ne peuvent pas rester indifférents envers le mouvement ouvrier, soit parce qu'ils sont, dans la presque totalité, des travailleurs eux-mêmes, et ne peuvent donc se désintéresser des luttes des travailleurs des usines et des champs, tant pour les besoins de leur vie quotidienne que par solidarité envers leurs camarades de travail, soit parce que, croyant que leur idéal de bien-être et de liberté universels ne peut se réaliser que par l'œuvre directe des intéressés, ils doivent suivre avec sympathie tout mouvement de masse, l'aider, chercher à l'inspirer et le diriger vers l'émancipation intégrale par l'action directe.

« ...D'ailleurs, à cause de notre programme, nous sommes plus que n'importe quel autre parti intéressés à un large développement du mouvement ouvrier. Nous ne voulons pas gouverner et nous voulons, dans la limite de nos forces, empêcher que d'autres gouvernements imposent avec la force leurs plans et systèmes de vie sociale. Nous voulons que la nouvelle société se développe, suivant la volonté libre, changeante, progressive des masses (dont nous sommes naturellement partie), et pour ce faire il est utile, il est nécessaire que le jour de la révolution il y ait un nombre, le plus grand possible, d'ouvriers organisés de quelque façon, prêts à continuer la production, à établir les relations nécessaires entre pays, entre catégories, pourvu à une distribution équitable et à tous les besoins de la vie, sans confier à personne le pouvoir d'imposer, avec la force des « gardes rouges », ses propres intérêts.

« Donc, à mon avis, les anarchistes devraient pénétrer dans toutes les organisations ouvrières, y faire propagande, y gagner une influence et accepter à l'intérieur toutes les fonctions et toutes les responsabilités, compatibles, bien entendu, avec leur qualité d'anarchistes.

« La chose n'est pas sans danger d'approvisionnement, de déviation, de corruption ; et beaucoup d'exemples douloureux et honteux peuvent être cités contre ma thèse. Mais comment faire ? Si l'on veut agir, il faut courir les risques de l'action, qui, dans ce cas, sont des risques moraux, et les diminuer avec la prescription d'une ligne de conduite bien déterminée et avec le contrôle continu et mutuel entre camarades.

« S'ils y a des camarades qui considèrent l'anarchie comme un idéal de perfection individuelle et sociale, dont on aura la réalisation peut-être dans quelques milliers d'années, et croient que tout ce qu'il y a à faire aujourd'hui est de tenir le flambeau allumé pour le culte du petit nombre, ils ont de bonnes raisons pour se tenir au loin des contacts IMPURS et des positions compromettantes.

« Mais la grande majorité des anarchistes, spécialement les adhérents à l'U.A.I., sont de l'opinion, si je n'interprète mal leur pensée, que les individus ne se perfectionneront et l'anarchie ne se réalisera même pas dans quelques milliers d'années, si avant on ne crée, par une révolution faite par les minorités conscientes, le milieu nécessaire de liberté et de bien-être. Pour cela nous voulons faire la révolution le plus tôt possible, et pour faire la révolution nous avons besoin de mettre à profit toutes les forces utiles et toutes les circonstances opportunes que l'histoire même nous fournit.

« Les organisations ouvrières ne peuvent pas être composées des seuls anarchistes, et il n'est pas désirable que cela soit, car elles seraient un double des groupes anarchistes et manqueraient à leur but spécifique. Les anarchistes qui travaillent dans les organisations syndicales ne peuvent pas toujours se conduire en anarchistes car ils vivent dans la société actuelle, mais ils peuvent constituer des groupes anarchistes à l'intérieur, qui exerceraient une action de propulsion et de contrôle, et ils doivent se conduire en anarchistes tant qu'il leur est possible ».

Ces textes paraissent bien actuels si l'on considère l'évolution des syndicats, qui ont totalement abandonné leurs objectifs révolutionnaires pour une action strictement revendicative et soumise aux partis politiques.

Bien sûr, il faudrait actualiser tous ces textes, tâche à laquelle nous nous attelons, et nous pensons fournir une analyse des propos de Malatesta, c'est-à-dire de la nécessité de l'organisation spécifiquement anarchiste et de ses relations avec le syndicalisme.

Groupe Malatesta (Asnières)

COMMUNIQUÉ

REVUE DE PRESSE

Le Groupe d'Entraide aux inculpés des G.A.R.I. tient à rendre publique cette mise au point :

Lors des dernières élections cantonales, le Ministère de l'Intérieur, n'ayant rien d'autre à se mettre sous la dent pour faire bien voter ceux des électeurs que le réflexe de la peur fait choisir le « bon » bulletin, a accusé les G.A.R.I. d'être à l'origine de la fusillade de Montredon (Aude). Quelques heures après, il annonçait que c'était le Groupe d'Entraide qui l'avait organisée.

Les élections terminées, les G.A.R.I. n'étant plus utilisables politiquement, le Ministère de la Justice a décidé d'en débarrasser la Cour de Sûreté de l'Etat (après que celle-ci ait reconnu que le dossier n'était pas de sa compétence) et de les déferer en Cour d'Assises.

L'intention évidente est, tout en donnant des gages au collègue fasciste de service en Espagne, d'éviter que le procès des inculpés soit un procès politique.

Et c'est là qu'ils se trompent. Toutes les tentatives faites en France pour faire croire qu'il n'y a pas de procès politiques ont été un échec. Nous sommes décidés à ce que celui-ci le soit si publiquement et sur le plan international, que le pouvoir en recevra les éclaboussures.

Les inculpés ont le droit, et en feront usage, d'expliquer les moti-

vations de leurs actes, de dénoncer la collaboration de ces « copains et coquins » espagnols et français, responsables directs ou indirects de l'assassinat de Salvador Puig Antich le 2 mars 1974 ; d'Angel Otaegui, de Juan Paredes (Txiki), de José Antonio Garmendia, José Humberto Baeza Alonso, José Luis Sanchez Bravo Solla et Ramón Garcia Sanz, le 27 septembre 1975.

Ils seront en mesure de prouver que si le gouvernement n'est pas fasciste, ses méthodes le sont déjà.

Nous ne voudrions pas terminer cette information sans dénoncer ces étranges complications qui, en quelques jours, à Toulouse, ont permis une descente de police et gendarmerie au domicile des coopérateurs de l'Imprimerie 34, le plastage de cette même imprimerie et, pour finir, l'arrestation du gérant de celle-ci.

C'est tellement clair, flagrant et corrélatif que l'on ne se pose plus de questions. On constate !

La presse relie l'arrestation de B. Réglat (le gérant) aux G.A.R.I. C'est une supposition.

En tout cas, B. Réglat est détenu depuis 5 jours en violation des garanties légales dues à tout citoyen et dont le temps de garde-à- vue est strictement limité.

Groupe d'Entraide aux inculpés des G.A.R.I.

TERRORISME ET MANIPULATION DE L'INFORMATION

Les mass media sont un outil de manipulation au service du pouvoir, cela n'est un secret pour personne. Différents articles de l'Aurore vont nous permettre de montrer comment ce journal utilise la manipulation pour discréditer notre mouvement.

Après les incidents de la manifestation étudiante du 18 mars à Paris, l'Aurore titrait le 19 mars : **La manifestation des étudiants a permis à quelques anarchistes de saccager des boutiques sur le passage du cortège**, en compagnie d'un titre énorme bien caractéristique de ce journal de déformation : **Revoilà les casseurs**. Ainsi, pour le lecteur un peu pressé, la chose est claire : ce sont les anarchistes ! Même si, dans l'article de J. Van Den Esch, il est écrit : « **Personne ne croit que les prétendus « anars » — n'importe qui peut brandir un drapeau noir et invoquer une tradition idéologique qui eut ses dévoyés et ses martyrs — personne, non, ne croira que les voleurs d'hier soit ont un rapport quelconque avec l'Université.** »

Et, le lendemain, le même journal publiait, sous un titre semblable, les déclarations de certains commerçants victimes de la manifestation et celle du préfet de police. Et aucune ne faisait allusion aux anarchistes ! Il est bien clair pour beaucoup — et nous pouvons nous en réjouir — que les responsables sont des individus sans appartenance politique précise, avec bien sûr des provocateurs parmi eux, qui profitent simplement de la couverture de la masse qui les suit pour se dévouer et... se remplir les poches. Des militants de la F.A. ont d'ailleurs participé à cette manifestation, et ils étaient dans le service d'ordre pour tenter de s'opposer à cette provocation.

Et l'attentat manqué contre Ponia à Toulouse ? Les anarchistes, bien entendu ! Les gros titres font état des arrestations en milieu anarchiste, et ce n'est qu'à la fin de l'article que J. Lesinge écrit : « **Toutes les organisations syndicales désapprouvent en tout cas de tels actes. Et d'un côté, d'autres membres du G.A.R.I. m'ont affirmé également hier que ce n'étaient plus là leurs méthodes, et qu'ils avaient**

délaissé la bombe pour une autre forme de combat politique, ajoutant même que tous les anarchistes de la région toulousaine désapprouvaient cette action avortée. Alors ? ».

Et les viticulteurs ? Encore les anarchistes ! Cette fois-ci pourtant les anarchistes n'ont pas fait la une (12 mars). Mais l'article est intéressant à plus d'un titre : « **Les anarchistes tués par la bombe qui devait abattre Michel Poniowski avaient partie liée avec certains viticulteurs du Midi.** » Les viticulteurs répondent : « **Nous ne pouvons laisser passer ces insinuations. C'est vrai, c'est bien la balle du fusil d'un vigneron qui a tué le commandant de C.R.S. Mais nous ne sommes pas des terroristes, nous ne sommes pas des tueurs.** » C'est vrai, la fusillade de Montredon n'a rien à voir avec le terrorisme, mais il s'agit d'une violence de masse (il reste à voir si, en l'occurrence, elle est révolutionnaire). Et quand les dirigeants viticoles déclarent : « **Ça irait mal si on arrêtait quelqu'un... cette fois-ci tout le monde décrocherait son fusil** », cette détermination de se défendre contre l'Etat n'est pas non plus du terrorisme.

Le véritable terrorisme, c'est celui que l'Etat exerce contre nous. C'est aussi le terrorisme intellectuel qu'exercent sur l'opinion des journaux comme l'Aurore. Le terrorisme — faut-il le rappeler ? — est un acte individuel ou de petit groupe, qui se base davantage sur un esprit de révolte que sur une mentalité révolutionnaire. Refuser le terrorisme, ce n'est pas refuser toute violence, et la violence révolutionnaire est un moyen d'action des travailleurs face à la bourgeoisie. Ce qui la différencie du terrorisme, c'est le fait d'être un mouvement populaire, de s'appuyer sur une réalité sociale et de n'utiliser cette méthode qu'en fonction de la situation et de l'opportunité d'une telle action.

Dernière minute :

Vendredi 17 avril. L'Aurore n'a pas encore réussi à prouver que le saccage de l'aéroport de Saint-Etienne était le fait d'une infiltration des anarchistes parmi les fans de l'équipe de football. Le journaliste de l'Aurore devait être aussi saoul que les supporters pour ne pas voir dans ces actes d'hystérie collective une manifestation de la « terreur noire ». Ou alors, ma pauvre dame, il n'y a plus rien à y comprendre.

Groupe Jules Durand.

(*) Ecole Libératrice, journal du Syndicat national des Instituteurs.

Pour les « Amis de Han Ryner »

Le numéro 120 des « Cahiers des Amis de Han Ryner » vient de paraître. Comme d'habitude, le sommaire est très riche, et notre ami Louis Simon évoque les grandes figures de Manuel Devaldès et de Gérard de Lacaze-Duthiers, à l'occasion du centième anniversaire de leur naissance. On découvre également un texte de Lacaze-Duthiers sur « Han Ryner et l'individualisme », ainsi qu'un hommage de Nicolas Faucier à Nicolas Lazarevitch, qui vient de disparaître.

Hélas, l'avenir de ces « Cahiers » est incertain. Le trésorier, Francis-B. Conem, lance un appel aux Amis, pour les inviter à « délier les cordons de la bourse ».

Il serait bon que les copains anarchistes et sympathisants répondent à cet appel et que nous permettions ainsi à ces « Cahiers », dont la publication est ininterrompue depuis 1946, de continuer à faire connaître l'œuvre de Han Ryner, homme de révolte, philosophe et « prince des conteurs ».

Les cotisations-abonnements (20 F par an minimum) sont à verser au trésorier : Conem, 58, rue d'Aubervilliers, 75019 Paris. C.C.P. : 17-502-47 Paris.

Un peu de tenue, Monsieur Bouchareissas !...

Nous ne faisons certes pas allusion à la tenue vestimentaire que (soit dit en passant) nous avons pu admirer lors du concours « play-boy » de l'E.L. (*) n° 23, mais à ta tenue d'homme intellectuel.

En effet, dans ton petit billet consacré aux événements intitulés « Escalades », paru dans l'E.L. n° 24, tu enfourches allégrement les poncifs injurieux de la presse bourgeoise au sujet de l'anarchie en jouant sur l'ambiguïté créée autour du terme, reprenant ainsi gaillardement la campagne de calomnie qu'a tenté de lancer Poniowski.

Ce serait peut-être trop te demander que d'être objectif. Aussi nous contenterons-nous de te suggérer, à toi qui te voudrais syndicaliste responsable, un peu de pudeur. Car si tu sembles oublier les anarchistes « suicidés » en Italie par la police fascisante, voire néo-nazie, les anarchistes exécutés en Espagne au début de la rentrée scolaire, tu ne devrais pas ignorer que ce sont les anarchistes qui ont continué à lutter contre l'ordre des « geôles et du

silence » et contre Franco au sein des syndicats clandestins (Confédération nationale du Travail - C.N.T.).

Devons-nous te rappeler, à toi qui est confortablement installé dans ton fauteuil syndical, que les anarchistes tels Pouget, Pelloutier, Yvetot ont contribué à doter la classe ouvrière d'une organisation de défense, qu'ils furent les premiers fondateurs des syndicats (quand ceux-ci n'étaient pas admis par la loi, quand le dialogue auquel tu tiens était impossible), qu'ils furent et sont encore à l'origine de tout mouvement profond vers l'émancipation (mai 68) ?

Au sujet des viticulteurs, tu parles avec beaucoup de dédain de masses inorganisées ! Nous t'apprenons donc que ceux-ci sont organisés au sein du C.A.V. (Comité d'action Viticole) et que si celui-ci ne représente pas la structure bureaucratique pyramidale et hiérarchique dans laquelle tu te complais, il n'en est pas moins l'expression de la volonté de l'ensemble des paysans qui tiennent à demeurer sur leur terre occitane, ceci

malgré le mépris manifesté par le pouvoir centralisé.

Avant de réprocher la violence paysanne, peut-être aurait-il mieux valu analyser les causes de cette violence. Peut-être te serais-tu rendu compte qu'elle est une réaction à une violence totalitaire et étatique féroce, celle d'un pouvoir qui répond aux revendications par la répression, que le Midi est assiégé par des « forces de l'ordre » qui ne sont pas armées de fusils de chasse, elles, mais de fusils mitrailleurs. Tu sembles oublier que les premiers à avoir une arme à la main, ce sont les C.R.S., que les premiers à tirer sur les travailleurs et les passants, ce sont eux. Au fait, tu n'as rien dit quand un paysan, Michel Boyé, a été assassiné à Epinal !

L'anarchie ne se nourrit pas d'escalade, mais d'une vérité que le pouvoir baillonne avec la complicité de certains, d'une vérité qui peu à peu, malgré tout, transparait et qui s'appelle liberté !

Groupe Jules Durand.

(*) Ecole Libératrice, journal du Syndicat national des Instituteurs.

A L'ORIGINE DU PREMIER MAI : LES CINQ MARTYRS DE CHICAGO !

A l'occasion de ce nouveau premier mai, nous avons pensé qu'il serait bon de faire connaître ou de rappeler à nos lecteurs quels hommes furent tragiquement à l'origine du choix de cette date comme journée internationale de revendications.

La date du premier mai 1886 avait en effet été choisie quelque temps plus tôt par les deux grandes organisations ouvrières américaines, l'I.W.P.A. et l'A.F.L., pour un gigantesque mouvement de grèves sur le plan national si d'ici là ces deux organisations n'avaient pu obtenir la journée de huit heures pour laquelle elles se battaient depuis longtemps déjà. C'est à Chicago où le gros patronat local s'était acquis une forte réputation de dureté que le drame allait éclater. S'il ne se passa rien ce premier mai 1886 à Chicago, six ouvriers grévistes étaient dès le lendemain abattus par la police. Ce fut au meeting de protestation qui eut lieu le soir même qu'un agent provocateur jeta une bombe parmi l'assistance. Cet événement servit de prétexte à l'une des plus féroces répressions dont le mouvement ouvrier fut la victime. Pour bien faire les choses, la justice s'abattit sur les militants les plus en vue. Parsons, Spies, Fielden, Schwab, Engel, Fischer, Lingg et Neebe furent inculpés de conspiration et de meurtre. Cinq de ces militants, tous anarchistes, furent condamnés à mort. Lingg n'ira pas jusqu'à la potence, il se suicidera dans sa cellule. Les quatre autres seront pendus le 11 novembre 1887. Voici quels furent ces « martyrs de Chicago » qui se battirent et moururent pour autre chose que de beaux bulletins de paye ou des brins de muguet.

RESUME BIOGRAPHIQUE

Auguste SPIES

Spies naquit le 10 décembre 1865 à Friedewalde (Hesse-Kassel), en Allemagne. Son père était employé forestier à Kurbesse... Elevé par les maîtres de la maison, il fut envoyé plus tard à Kassel, où il entra à Polytechnique, afin de préparer sa profession forestière... A 16 ans il était déjà géomètre et à 17 libre penseur... Passionné par les études, mais aussi par la lecture, il devorait les classiques allemands, Feuerbach, Kant, Molleschott, etc.

Il s'étudiait depuis un an à Kassel quand son père mourut et il dut interrompre ses études... C'est alors que Spies décida d'émigrer en Amérique où vivaient des parents de sa mère très aisés. En 1872 il débarqua à New York. Sur le conseil d'un oncle, qui habitait cette ville, il se mit à apprendre le métier de tapissier. A cette époque-là il était encore fervent admirateur de Bismarck et de l'empereur allemand. Du socialisme, il ne savait strictement rien. A peine avait-il lu çà et là quelques lignes sur la Commune de Paris et il croyait que les socialistes et les communistes ne voulaient que détruire toute propriété. Spies considérait cela comme une monstrueuse absurdité.

Après avoir appris son métier, il décida d'aller explorer l'Ouest, mais comme il ne trouva sur place aucun emploi dans sa branche, il se lança dans le commerce et géra une librairie. En 1877, il adhéra au mouvement ouvrier, après avoir lu une partie de la littérature socialiste. Membre de la section de Chicago du Parti ouvrier socialiste, il fut extrêmement actif durant la période électorale de 1878, quand le Dr Smith fut présenté comme candidat à l'intendance par les socialistes. Lui-même fut désigné de 1879 à 1881 pour la législation et autres fonctions politiques. En 1880 il avait accepté le poste d'administrateur de « Arbeiterzeitung » (quotidien du travailleur), qui était au bord de la faillite. Par son travail et ses capacités il ramena le journal à la prospérité. La rédaction s'intéressait encore à l'agitativité politique, mais lorsque s'effectua la scission entre la section socialiste et la tendance social-révolutionnaire, orientée par Most (1), la rédaction suivit Spies.

Au Congrès des socialistes en 1882, à Pittsburg, Spies défendit la propagande social-révolutionnaire, déclarant que les travailleurs n'obtiendraient jamais leurs droits par la voie des urnes et des suffrages. Dès cette époque-là il se considéra anarchiste et se mit à étudier Proudhon et Bakounine.

« En aucun cas je ne suis partisan des courtes révoltes qui sont dues aux conditions actuelles », dit-il en 1886, à l'époque de son procès, lors d'une entrevue en prison... Dans son autobiographie, publiée par Nina Van Zandt, on peut lire : « Ma philosophie a toujours été que le but de la vie soit seulement l'épanouissement de l'individu et l'application rationnelle de ce principe est la véritable moralité. Le socialisme peut être défini comme une science, comme une forme déterminée d'organisation sociale, tandis que l'anarchisme (la négation de l'autorité imposée), est le fil qui anime toutes les époques de l'évolution sociale et humaine ; c'est la lutte pour la souveraineté de l'individu. Bien que dans le concept général je sois anarchiste, je suis aussi pratiquement et spécifiquement socialiste » (2).

Voici une autre pensée de Spies : « Non, je n'exige pas la terre entière, je veux que tous soient en possession de la terre. Y a-t-il là quelque chose de ridicule ? »

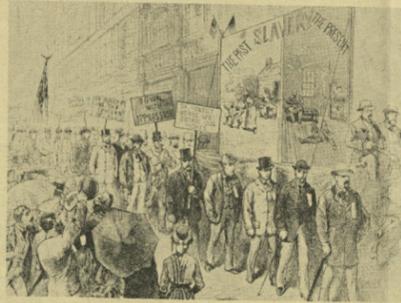
» L'anarchisme enseigne que dans une forme sociale collectiviste, dans une égalité économique et une indépendance individuelle, l'Etat — le père politique — doit être débarrassé comme un tas d'ordures et la barbarie avec. L'anarchisme ne signifie pas avalanche de sang, d'incendies, de voies... Ces monstruosités, au contraire, sont les propres caractéristiques du capitalisme. Anarchie signifie paix pour tous. L'anarchisme et le socialisme signifient la réorganisation de la société sur des bases scientifiques et l'abolition des causes qui produisent les vices et les crimes.

» Le capitalisme apporte d'abord les maladies et après fait semblant de les guérir avec la violence ».

Albert R. PARSONS

Parsons raconta sa vie à un reporter alors qu'il était à la prison de Cook Country. Celui-ci la livra à la publicité comme suit :

« Je suis né le 20 juin 1848, à Montgomery (Alabama), Etats-Unis. Mes ancêtres quittèrent l'Angleterre pour les Amériques en 1632 et s'installèrent dans les environs de Narraganset-Bay. C'étaient des puritains. Mon père était natif du Maine et ma mère du New-Jersey. J'avais 5 ans



New York, septembre 1887. Une manifestation pacifique de travailleurs endimanchés.

lorsque mourut ma mère et je fus envoyé au Texas avec un frère marié.

De là, nous allâmes à Johnson Country, où nous restâmes 2 ans. Après quoi on alla voir du côté de Hill Country ; puis on me refila à une sœur mariée avec qui je repartis au Texas, à Waco. En 1859 je fus embauché comme apprenti typographe dans l'imprimerie du « Galveston Daily News » (quotidien de Galveston), où je suis resté 7 ans.

Quand la guerre éclata en 1861 contre le Sud, je m'engageai dans une compagnie de volontaires appelée « Lone Star Rifles ».

Mes premières expériences en tant que soldat se déroulèrent au cours d'un voyage que je fis à bord d'un bateau de passagers, le « Morgan », transformé en bateau de guerre pour arrêter le bateau fédéral « Star of the West ». Après une semaine passée dans le golfe de Mexico, nous arrivâmes à Corpus Christi, où nous trouvâmes l'armée du général Tmigg qui avait fait évacuer les forts des frontières du Texas. Nous revînâmes à Galveston où ma compagnie fit de longues marches sur terre pour se retrouver avec l'armée du général Lee, en Virginie.

Comme j'étais trop jeune pour supporter la fatigue, on m'abandonna en chemin. Quelques mois après j'arrivai du côté de Sabine où je m'engageai dans une compagnie d'artilleurs ; j'y restai un an à peu près, jusqu'à ce que nous fussions tous réformés par la loi de conscription. J'ai fini la guerre vers 1865 dans la brigade du général Parsons...

Après toutes ces péripéties je suis revenu à Waco où j'ai été pendant six mois à l'école, à la suite de quoi je suis devenu professeur ! Tout de suite après, j'ai fondé un journal intitulé « The Spectator » (le spectateur). Je l'ai rédigé et publié dans le seul but de voir la reconstruction du Sud par le Nord. C'est avec ces idées-là que j'ai adhéré au Parti républicain, qui à cette époque défendait la race noire contre l'esclavage. Me mêlant de la défense des noirs et amis. Les négriers étaient si furieux contre moi, que j'ai été plusieurs fois menacé de mort ; j'ai même reçu un coup de matraque d'un banquier parce que j'avais déclaré en sa présence que jamais je ne cesserais de défendre les droits de mes frères de couleur.

Je fis une série de discours déclarés incendiaires par les esclavagistes. En 1871, je fus élu lecteur du Sénat de l'Etat du Texas. Le gouverneur en profita pour me nommer également colonel de la milice. En tant que tel j'ai rendu bien des services pour le remplissage des urnes en protégeant les pauvres noirs dans leurs droits civils qui étaient poursuivis et assassinés par les membres du Klux.

En 1873, je vins à Chicago. J'adhérai aussitôt à l'Union des typographes et j'en suis encore membre. Mon premier emploi de typographe je l'ai eu à l'« Inter-Ocean » et trois ans après je travaillai pour le « Chicago Times ».

En 1875 je m'affiliai au Parti ouvrier socialiste, et l'année suivante à l'Ordre des chevaliers du travail, dont je suis encore membre.

La même année, les socialistes me nommèrent candidat au Conseil et en 77, je fus viré du « Times » pour avoir participé à la grande grève des typographes au mois de juillet. L'avalanche d'élections continua ainsi ; en décembre 77, je fus élu délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste des Etats-Unis, célébré à Newark (New-Jersey).

De retour à Chicago, je fus deux fois délégué au Congrès par les camarades de Country Clerk, deux fois conseiller. En 1879 la section de Chicago me nomma délégué au Congrès du Parti ouvrier socialiste à Alleghany City, et en 1880 j'abandonnai le parti pour retrouver les socialistes révolutionnaires dont je fus encore le délégué à leur Congrès. Je fus aussi délégué au Congrès de Pittsburg où fut organisée l'A.I.T. dont je suis encore membre.

Comme orateur et propagandiste, j'ai traversé seize Etats de notre pays et pendant ces onze dernières années j'ai parlé à plus de mille meetings sur les divers thèmes du socialisme.

Je suis père de famille et j'ai deux enfants, un garçon de huit ans et une fille de six ».

Depuis 1884, Parsons était rédacteur de « Alarm », journal fondé à Chicago par les internationalistes, interdit après l'affaire de Haymarket (le marché de Hay) par la police.

En 1872, il s'était installé à Austin avec sa compagne qu'il avait connue toute petite alors qu'elle était esclave de ses parents. Durant toute sa vie, sa compagne fut une active propagandiste de l'anarchisme.

Adolf FISCHER

« Je suis typographe de métier et j'ai 25 ans. Je suis né à Bremen, Allemagne. A 15 ans, je vins aux Amériques. A Little Rock (Arkansas) où mon frère Wilhelm (Guillermo) publiait « Arkansas Staats Zeitung » (gazette de la cité d'Arkansas), j'appris donc le métier de typo. Après j'ai travaillé à « La Voix du peuple de l'Est », à Saint-Louis et depuis 1889, je suis membre de l'Union des typographes.

J'ai appris de très bonne heure les principes du socialisme... En 1881 je me suis marié et j'ai déménagé à Nashville (Tennessee). Quelques mois après on est reparti à Cincinnati et c'est là que j'ai adhéré au Parti ouvrier socialiste. J'ai travaillé un petit moment à « La presse libre de Cincinnati », et à « l'Ami du Peuple », et très vite je me suis vu refusé partout à cause de mes activités.

Après bien des ennuis financiers nous débarquâmes à Chicago, ma famille et moi. J'ai tout d'abord travaillé à « La presse libre de Chicago », puis à « Arbeiterzeitung », où je devins chef typo.

Au sujet de sa participation dans la prétendue conspiration qui devait avoir inspiré les faits de Haymarket, Fischer déclara devant le tribunal : « Dans l'affaire de la bombe de Haymarket, je suis aussi innocent que le ministre Grinnel. Je ne nie pas que j'ai été de ceux qui ont organisé le meeting, mais le meeting n'avait pas pour objectif l'application de la violence et la perpétration de crimes.

Le meeting avait été organisé pour protester contre la violence et les crimes exercés par la police quelques jours auparavant aux usines Mc Cormick... Je ne nie pas non plus que dans le tract invitant le public on pouvait lire : « Travailleurs, venez armés ! », et nous avions raison de dire cela aux ouvriers car nous ne voulions pas qu'ils soient fusillés au cours du meeting comme cela s'est produit dans d'autres occasions.

Lorsque les tracts furent imprimés et que Spies en lut un, il me dit : « Fischer, si on diffuse ces tracts, je ne parle pas ». On ne diffusa donc pas ces tracts et Spies parla. C'est tout ce que j'ai à voir avec la réunion.

Le verdict prononcé contre moi n'est pas destiné à punir un assassin mais l'anarchisme. J'ai la conviction d'avoir été condamné à mort parce que je suis anarchiste et non pour être délinquant.

Je n'ai jamais commis un crime, mais je connais quelqu'un qui est en passe de devenir un criminel, celui qui m'a accusé et fourni des témoins, le financier Grinnel.

Cependant si les classes dirigeantes croient se débarrasser des anarchistes et de l'anarchisme, ils se trompent lourdement, car pour les anarchistes les principes sont plus importants que la vie. Un anarchiste est toujours prêt à mourir pour ses idées, mais dans cette affaire je suis faussement accusé. Je suis condamné pour être anarchiste et c'est tout ce que j'ai à dire ».

Georg ENGEL

Engel communiqua sa biographie de la façon suivante : « Je suis né le 15 avril 1836 à Kassel (Allemagne). Mon père était un pauvre maçon. Il mourut alors que j'avais huit ans. A onze ans, ma mère me quitta aussi, morte du choléra. Mes frères furent expédiés à l'hospice et moi je fus confié à une famille pauvre pour 25 marks de

pension. Ces gens-là me faisaient crever de faim et souvent je devais aller mendier un bout de pain auprès des voisins.



Emeutes de Haymarket en mai 1886 à Chicago. Après une manifestation tranquille, une bombe explose dans les rangs de la police qui tire sur les grévistes, qui ripostent.

A quatorze ans, on me laissa libre. Je cherchai un cordonnier qui me prenne comme apprenti, mais on ne voulut pas de moi parce que j'étais tout en guenilles. Je fis la route jusqu'à Francfort à pied et là je fus embauché. En 1856, je me décidai à pratiquer la « Wanderschaft » (périgrination professionnelle très fréquente en Allemagne, qui regroupait tous les ouvriers manuels errant à travers le pays), et c'est comme ça que j'ai vu du pays, Mainz, Cologne, Bremen, Hambourg, Schleswig, Vienne, Budapest et Rome. Revenu à Schleswig en 1864, je m'incorporai dans une compagnie pour combattre le Danemark. Après la dissolution des « corps francs » je retournai en Prusse et en Autriche pour pratiquer de nouveau la Wanderschaft.

Après de nombreux autres voyages je décidai de me fixer à Mecklenburg et je me mariai. Après une faillite, j'émigré en Angleterre où je trouvais une occupation à Winsford. Je suis resté là un an, après quoi je suis parti aux Amériques.

A Philadelphie, j'ai attrapé une maladie de la vue et j'ai dû me faire hospitaliser. En 1874, je vins à Chicago et pris une affaire de tabacs alors que j'étais presque aveugle. Les écrits de Conzett m'amènèrent au socialisme. Je devins membre actif de la Lehr-und-Wehrverein et pris part au mouvement politique du Parti ouvrier socialiste.

Lorsque nous fûmes trompés par les politiciens de Chicago durant les élections, je me suis tourné vers la social-démocratie radicale puis vers l'anarchisme.

Louis LINGG

Le confectionneur (mais non poseur) de bombes de dynamite, Louis Lingg, naquit le 9 septembre 1864 à Mannheim (Baden) en Allemagne. De parents pauvres, il connut très vite les désagréments de la misère. A treize ans, un événement le marqua profondément. Ça se passait en hiver. Son père qui travaillait pour un négociant en bois, était occupé dans la scierie de la localité. Une poutre roula sur la glace du Rhin. Le père essaya de la retirer mais la glace se rompit et il resta immergé. Il fut sauvé mais le froid lui causa une maladie dont il ne se remit jamais. Son exploitateur fit ses calculs, commença par réduire son salaire et dans un deuxième temps, prétextant de mauvaises affaires, le limogea.

Louis Lingg devint menuisier et fit son apprentissage dans la Wanderschaft. Il voyagea dans le sud de l'Allemagne et en Suisse. A Berne, il se mit en rapport avec des anarchistes. A cette époque, le mouvement anarchiste était à son apogée en Suisse. La propagande par le fait, les attentats contre la police de Vienne battaient également leur plein ainsi que les sombres affaires de Merstaller, Eisert, Lettinger, etc., où Kammerer et Stellmacher furent pendus.

La Suisse était le centre des complots et il est probable que le jeune Lingg qui n'avait pas encore vingt ans fut attiré par tout cela. Le fait est que Lingg connut Kammerer.

Les mesures prises par le Conseil fédéral suisse contre les anarchistes étrangers et le désir d'échapper au service militaire firent que Lingg émigra aux Etats-Unis.

Il arriva à Chicago en 1885 et tout de suite adhéra au mouvement anarchiste. Il y avait dix mois qu'il était là lorsque se déroulèrent les faits du Haymarket. Durant le procès on apprécia vivement son valeureux comportement. Le 16 mars 1888, « Freiheit » (journal anarchiste qui paraissait en langue allemande simultanément en Amérique et en Allemagne, fondé et animé par Johan Most) (3) publiait quelques pensées de Lingg qu'il rédigea en prison. Les voici :

« Qu'est-ce que l'anarchie ? Une existence humaine digne, durant toute notre vie car elle garantit à tous la parfaite liberté individuelle par laquelle les besoins de l'homme sont satisfaits dans la répartition équitable des productions de la communauté.

La société libre anarchiste trouve ses limites dans celles de la terre. L'anarchie consiste à garantir la plus grande part de bonheur pour tous. Cet objectif s'obtiendra par l'extirpation totale de la domination. Cette domination est personnifiée par les exploitateurs et les tyrans.

Après l'abolition de la domination, les travailleurs s'organiseront en accord avec leurs capacités et leurs besoins.

La centralisation, c'est-à-dire la soumission des divers groupes de production et de consommation sous le contrôle d'un groupe composé d'individus dominateurs ou d'une majorité de gens autoritaires, n'est pas recommandable car elle établirait une nouvelle domination et rendrait illusoire les objectifs évidents de la société libre et anarchiste ».

Traduit de « Solidaridad Obrera » par CARMEN.

NOTES.

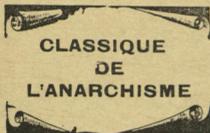
(1) Consulter l'œuvre de Rudolf Rocker « Johan Most : La vie d'un rebelle », éditions La Protesta - Buenos Aires, 1925.

(2) Compénétration avec la pensée anarchiste de Warren et Andrews, auteurs de « The Sovereignty of the individual » (la souveraineté de l'individu) et avec le socialisme anarchiste de Most.

Consulter l'œuvre de Rocker : « La pensée libérale aux Etats-Unis », éditée par « Americales », Buenos Aires, 1944.

(3) « Freiheit » signifie en allemand « liberté ». Tel était donc le titre de la publication anarchiste la plus importante qu'il n'y ait jamais eu en langue allemande. Il est à noter que la plus importante publication anarchiste qui paraît actuellement en Angleterre porte le même titre : « Freedom ».

Textes et Documents à l'appui...



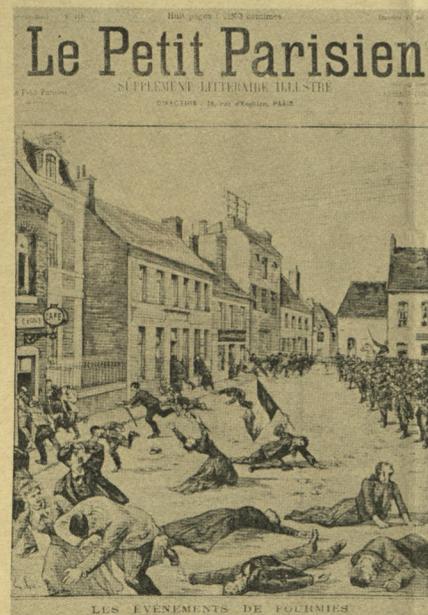
Le premier rayon de soleil du jour de mai naissant paraît sur les tombes silencieuses de Waldheim et découvre lentement le modeste monument des cinq anarchistes qui succombèrent en novembre 1887 entre les mains du bourreau. C'est de la tombe commune de ces cinq militants que surgit l'idée universelle du Premier Mai.

Le terrible assassinat de Chicago fut l'épilogue sinistre de ce grand mouvement qui se produisit le premier mai 1886 dans tous les centres industriels des Etats-Unis afin d'obtenir pour le prolétariat américain, avec l'arme de la grève générale, la journée de huit heures. Ces cinq anarchistes, dont les restes reposent sous la verte pelouse de Waldheim, furent les porte-voix les plus vaillants et les plus audacieux dans la grande lutte entre le capital et le travail et durent payer de leur vie leur fidélité à leurs frères de combat.

Inspiré de l'esprit des cinq pendus, le Congrès international de Paris, en 1889, conçut la résolution de proclamer le premier mai jour férié du prolétariat universel et jamais une résolution n'a trouvé un écho aussi puissant et enthousiaste au sein du grand peuple des désherités. On vit dans la réalisation pratique de cette résolution un symbole de l'émancipation prochaine.

Ni la rage aveugle des exploités, ni les misérables tentatives des politiciens socialistes ne furent capables de changer le sens profond de cette manifestation caractéristique ou de la faire dégénérer. Comme une fleur ardente, l'idée vécut dans le cœur immense du peuple travailleur de tous les pays et ne put en être extirpée, même durant les temps de dure réaction. Car c'était une idée surgie des profondeurs et qui devait maintenir solidement dans l'esprit des masses un espoir luttant pour une expression vivante et faisant appel à la vigoureuse conscience des opprimés. Comme une pensée nouvelle, l'idée ressurgit du plus profond : ce n'est pas d'en-haut que fleurira notre salut, c'est d'en-bas que doit venir la force qui brisera nos chaînes et donnera des ailes à notre aspiration.

Le Premier Mai est pour nous un symbole, un symbole de la libération sociale par la voie de l'action directe qui trouve sa forme la plus achevée dans la grève générale. Tous ceux qui souffrent la servitude et que la préoccupation quotidienne de l'existence marque de son empreinte, l'énorme armée de tous ceux qui extirpent les trésors de la terre, travaillent sur les hauts-fourneaux ou dirigent la charrue par les champs, tous ces millions d'êtres qui doivent satisfaire le capital, dans d'innombrables usines et ateliers, par un tribut de sang, les travailleurs manuels et



1^{er} mai 1891. Le drame de Fourmies.

PREMIER MAI

de Rudolf ROCKER

intellectuels de tous les continents, tous seront partie de cette immense et invincible association du sein de laquelle jaillira un futur nouveau dès que la connaissance de sa désolante existence s'encretra fortement dans la conscience de chacun de ses membres. Sur ses épaules, un monde entier repose, elle tient le destin de toute la société entre ses mains et sans sa force créatrice, toute vie humaine est condamnée à mort.

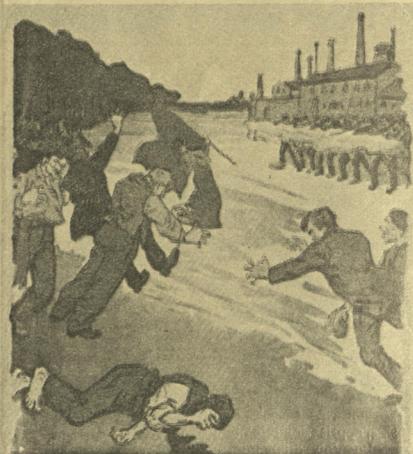
La vente de son travail et de son esprit est la cause occulte de sa servitude et de sa dépendance : le refus d'effectuer ce travail pour les monopolistes doit par conséquent se transformer en l'instrument de son émancipation. Le jour où cette évidence illuminera l'esprit des opprimés, ce jour sonnera le grand crépuscule des dieux de la société capitaliste.

Le Premier Mai doit être pour nous un enseignement qui apporte à la conscience des travailleurs et des opprimés l'énorme énergie qui est entre leur mains. Cette force prend racine dans l'économie, dans notre activité comme producteurs. La société naît chaque jour de cette force et reçoit à tout moment les possibilités de son existence même. En cela, le membre d'un parti ne compte pas, mais bien le mineur, le cheminot, le forgeron, le paysan — l'homme qui produit les valeurs sociales et dont l'énergie



L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

créatrice maintient le monde sur ses rails. Le levier de notre force est là ; dans ce foyer doit être forgée l'arme qui blessera à mort le veau d'or. Nous ne parlons pas ici de la conquête du pouvoir, mais de la conquête de l'usine, du champ, de la mine. Car n'importe quel pouvoir politique n'a jamais été autre chose que la violence organisée qui impose aux grandes masses du peuple la dépendance économique envers des minorités privilégiées. L'oppression politique et l'exploitation économique vont de pair, elles se complètent et l'une ne peut exister sans l'appui de l'autre. Il est absurde de croire que de futures institutions gouvernementales constitueront un jour une exception. L'important n'est pas l'étiquette extérieure, mais l'essence d'une institution ; et la pire forme des tyrannies fut toujours celle qui s'est exercée au nom du peuple ou d'une classe. Par conséquent, toute véritable lutte contre le monopole de la possession est en même temps une lutte contre le pouvoir qui le protège, et de même que l'objectif du prolétariat militant sur le terrain économique est l'abolition et la suppression du monopole privé sous toutes ses formes, son objectif politique doit être aussi la suppression de toute institution du pouvoir. Celui qui utilise l'une de ces formes pour anéantir l'autre n'a pas compris la véritable signification du socialisme, et c'est toujours l'application du même principe d'autorité qui a été jusqu'ici la pierre angulaire de toutes les tyrannies.



Faudra-t-il donc toujours s'incliner devant la loi ?

Le Premier Mai doit être un symbole de la solidarité internationale, d'une solidarité non limitée aux cadres de l'Etat national qui correspond toujours aux intérêts des minorités privilégiées du pays. Entre les millions de salariés qui supportent le joug de l'esclavage, il existe une unité d'intérêts, quelle que soit la langue qu'ils parlent et la bannière sous laquelle ils sont nés. Mais entre les exploités et les exploités d'un même pays, il existe une guerre ininterrompue qui ne peut être solutionnée par aucun principe d'autorité et qui prend ses racines dans les intérêts contradictoires des diverses classes. Tout nationalisme est un déguisement idéologique des véritables faits : il peut dans un moment donné entraîner les grandes masses vers ses représentants menteurs, mais il n'a jamais été capable d'abolir de ce monde la brutale réalité des choses. Les mêmes classes qui, à l'époque de la Guerre mondiale, tentèrent d'élever le patriotisme du peuple jusqu'à l'exaltation, envoient aujourd'hui les produits du travail du prolétariat allemand à celui qui fut en d'autres temps « l'ennemi étranger », tandis que les grandes masses manquent du plus nécessaire dans leur propre pays. Les intérêts nationaux des classes dominantes sont mis en balance quand ils sont identiques aux intérêts de leur porte-monnaie et qu'ils produisent le pourcentage nécessaire. Et si des millions de pauvres diables ont laissé leur vie ou leurs membres dans cette folie des grandes tueries des peuples, ce ne fut jamais parce qu'ils voulaient payer telle ou telle dette de l'honneur national, mais parce que leurs cerveaux ont été maintenus dans les ténèbres des préjugés artificiellement créés.

Et cette sanglante tragédie se répétera, à moins que les ouvriers ne prennent conscience des véritables ressorts de la guerre et des pantalonades nationalistes. La lutte infatigable contre le militarisme, non les vulgarités pacifistes, nous est donc nécessaire. Tant que les travailleurs seront disposés à produire les instruments de mort violente et du massacre des masses, la « soif de sang » des peuples ne disparaîtra pas ; pour les esclaves qui forgent eux-mêmes leurs chaînes, la libération n'arrivera jamais.

Ainsi le Premier Mai est pour nous une puissante manifestation contre tout militarisme et contre l'immense supercherie nationaliste derrière lesquels se cachent les intérêts brutaux des classes possédantes.

Il faut créer un futur nouveau sur les bases du socialisme libertaire, sous le souffle ardent duquel les conceptions moribondes des temps passés et les institutions rongées du présent disparaîtront dans l'abîme de ce qui a été, pour ouvrir l'ère de la véritable liberté, de la véritable égalité et de l'amour humain.

Nous célébrons le Premier Mai dans ce sens, comme le symbole d'un avenir prochain qui germera au sein du peuple révolutionnaire pour racheter le monde de la malédiction des dominations de classes et de l'esclavage du salarié.

Informations internationales

ESPAGNE

Le gouvernement espagnol, en autorisant une pseudo-liberté aux organisations syndicales et révolutionnaires, favorise la confusion et la profusion de partis et sigles nouveaux.

Cependant que les prisons regorgent de prisonniers politiques, surtout d'anarchistes, pour la plupart non fédérés. Auriol Sole, le codétenu de Puig Antich, a été repris après une tentative d'évasion et a été fusillé par les policiers. Trois militants révolutionnaires ont été abattus par la police au cours d'une manifestation.

Une campagne pour la libération de Fernando Carballo, militant C.N.T. emprisonné depuis 12 ans dans les plus épouvantables conditions, est engagée actuellement par nos camarades espagnols.

Le dimanche 11 avril s'est tenu à Paris un meeting d'affirmation anarchiste sur l'Espagne. Des délégués régionaux espagnols sont venus témoigner de la réanimation de la C.N.T.-F.A.I., qui par ailleurs ne désire nullement faire cause commune avec les sbires du pseudo-roi par des pactes très en vogue actuellement. Tous les espoirs reposent sur une jeunesse qui s'agite, manifeste, s'organise et vise haut : LA REVOLUTION SOCIALE LIBERTAIRE avec la C.N.T.-F.A.I.

PORTUGAL

Situation générale

Les autorités militaires contrôlent et répriment les grèves du pays, comme récemment celle des infirmiers des hôpitaux. Les partis, d'une façon générale, condamnent les formes dures des luttes comme faisant le jeu de la droite à l'approche des élections.

Il est fortement question d'une nouvelle loi sur les grèves, sensiblement plus libérale que celle actuellement en vigueur. Cependant, combinée avec une autre loi sur les Conventions collectives, elle permettra d'abord aux autorités militaires de réquisitionner tout le secteur public et nationalisé.

Signalons aussi la création d'une Force spéciale d'intervention de police, super-entraînée et armée. Le contrôle des étrangers est obligatoire et sévère.

L'agitation de tous les politiciens est grande en ces moments pré-électorales et toutes les organisations politiques sont mobilisées, y compris le M.R.P.P. Les fascistes de la P.I.D.E. ont été presque tous libérés.

En ce qui concerne le développement du mouvement libertaire, les travaux d'organisation, de formation et de propagande commencent à porter leurs fruits, notamment du côté du mouvement ouvrier.

MEXIQUE

La répression policière dans les provinces mexicaines ne connaît plus de limites dans la barbarie. Les forces de l'ordre tirent sur les grévistes et les paysans.

Dernièrement, 5 paysans adhérents au mouvement frère « Tierra y Libertad », ont été tués. D'autres camarades ont également été massacrés à Vera Cruz.

Les élections pour un nouveau président de la République laissent le peuple indifférent et on s'attend à ce qu'un candidat du P.R.I. (Parti Révolutionnaire Institutionnel), prenne la suite de Echevarría.

Le P.R.I. qui a corrompu syndicats et formations politiques, ne rencontre aucune opposition politique.

Les manifestations populaires regroupant ouvriers et paysans en guenilles sont soutenus par les étudiants et se déroulent spontanément en dehors des syndicats, avec des slogans caractéristiques : « Mort aux exploiters du peuple », « Mort à l'Etat »...

La misère est grande au Mexique. Un ouvrier agricole gagne entre 7 et 8 francs par jour alors que le coût de la vie a doublé en 2 ans (70 % du coût de la vie en France).

Les militants anarchistes appuient les luttes et occupations paysannes et malgré la répression féroce de la police, les plus grands espoirs de développement pour le mouvement libertaire mexicain sont permis.

URUGUAY

Depuis la mise en place d'un régime de terreur par le Président Bordabeny soutenu par l'armée, les activités intellectuelles ont subi profondément l'action de la dictature, à tel point que la recherche scientifique a pratiquement disparu.

Les arrestations de militants révolutionnaires continuent et la torture ne les épargne pas.

Rappelons, entre autres, l'arrestation de notre camarade Ugo Corés en Argentine où il avait dû se réfugier. Militant de l'organisation libertaire R.O.E. (Rassemblement ouvrier-étudiant) et dirigeant syndical connu, Ugo Corés a été ramené en Uruguay, emprisonné et torturé.

Oscar Maggiolo, Recteur de l'Université de la République de 1966 à 1972, rapporte qu'en Uruguay, 1 habitant sur 500 est prisonnier politique, 1 habitant sur 50 a été arrêté pour les mêmes raisons et 1 sur 100 a été torturé.

JAPON

Le Libertaire japonais est entré dans sa septième année. Il fut fondé après l'interdiction et la dissolution de la Fédération Anarchiste Japonaise, en 1968.

Malgré toutes les difficultés rencontrées, Le Libertaire continue de paraître régulièrement et de diffuser les idées anarchistes traditionnelles de Proudhon, Reclus, Kropotkine, ainsi que celles de Kotoku, fondateur de l'anarchisme au Japon, Osugi, Ishikawa, etc.

U. S. A.

Martin Sostre vient d'être relâché sur parole après huit ans pas-

sés derrière les barreaux. Condamné à une peine de 30 à 41 ans de prison en 1968 pour une affaire de vente de drogue montée de toutes pièces par la police, son arrestation visait en fait à fermer la librairie révolutionnaire qu'il avait ouverte dans le ghetto portoricain de New York. Lui-même noir portoricain, il dut subir toutes sortes de sévices et d'humiliations qui avaient pour but de briser sa dignité et l'image courageuse qu'il donnait à ses frères opprimés. Il étudia le droit afin de pouvoir mieux démontrer le dossier qui l'accablait et dont pièces et témoins tombèrent les uns après les autres.

La campagne internationale de solidarité menée par nos camarades américains aura porté ses fruits.



Martin Sostre au cours de son procès.

Mais nous devons rester en éveil car partout dans le monde la répression frappe ceux qui luttent pour un monde meilleur et les anarchistes, qui en sont si souvent les victimes doivent toujours se donner les moyens d'y répondre efficacement.

ALLEMAGNE DE L'OUEST

La situation sociale

Apportons quelques précisions données dans le Monde Libertaire de mars. Si en février 76 le nombre officiel des chômeurs a diminué de 4.000 par rapport à janvier, on compte tout de même 1.347.000 chômeurs auxquels s'ajoutent tous ceux qui travaillent à temps réduit. On espère que le printemps apportera des améliorations, mais on ne vit pas d'espoirs ! Les pourcentages de chô-

meurs par rapport à la population active varient selon les régions. Moins de 4 % autour de Münster, Francfort, Stuttgart - Ulm et Munich. Les régions les plus touchées (plus de 8 %) sont, au nord, la côte occidentale du Holstein, Emden et aussi la région de Göttingen, la Sarre, la Bavière et surtout la zone frontalière Bavière-Bohême (17 % à Passau !).

La baisse du nombre des travailleurs employés varie beaucoup selon les industries. La chimie, les aciéries ont maintenu à 1 % près leurs effectifs. Mais dans l'automobile, on enregistre - 10 %, dans le textile - 15 % et dans le bâtiment - 23 %. Ces pourcentages de diminution des effectifs sont relatifs à la période octobre 73 - mars 75. Et depuis un an la situation ne s'est guère améliorée, surtout dans le bâtiment, et on prévoit des licenciements futurs (ainsi, à Mülheim, 300 en juillet dans une laminerie).

N'oublions pas que la lutte des ouvriers allemands est rendue difficile pour deux raisons essentielles : une législation réprimant les grèves sauvages et intégrant les Syndicats dans l'Etat, et — il faut bien le dire — l'emprise de la bureaucratie syndicale sur la majorité des ouvriers. C'est ainsi qu'à Bochum la direction d'Opel a informé le personnel, le 23 février dernier, qu'en raison des pourparlers en cours sur les salaires, toute grève était interdite conformément à la loi. Tout ouvrier arrêtant le travail serait donc aussitôt licencié, perdant tout droit à l'assurance maladie et à l'assurance chômage. Beautés de la cogestion !

A Stuttgart (Chimie BASF), au début de mars, une grève a éclaté en raison de l'application de nouvelles échelles des salaires. La grève fut menée par 350 ouvriers grecs ; la grosse majorité des ouvriers allemands ne suivit pas et manifesta un manque total de solidarité. 24 ouvriers ont été licenciés, à titre d'exemple, pour maintenir la discipline !

Berlin-Ouest

Depuis plus d'un mois se déroule à Berlin un procès (non terminé au début de mars) qui met en cause 5 membres du « Mouvement du 2 juin », accusés du meurtre de l'étudiant Schmücker soupçonné d'avoir livré à la police les noms de membres du mouvement. En réalité il y a 6 accusés ; le sixième, un certain Bodeux, est l'accusé idéal qui charge les co-accusés, abonde dans le sens souhaité par l'accusation. C'est ce même Bodeux qui est à la base des accusations portées contre notre camarade Ralf Stein de Cologne. Peu d'assistants, tout au moins aux premières séances. Il est en effet malsain de se montrer : la police qui peuple la salle d'audience repère et photographie les « curieux » et les classe pour l'avenir parmi les « mauvais citoyens », ennemis de l'ordre et de l'Etat. Les défenseurs des 5 accusés se sont vus interdire de poser un certain nombre de ques-

tions à Bodeux. La parole leur ayant été refusée, des incidents éclatèrent et on fit évacuer la salle. La mère de Schmücker, dans sa déposition, confirma que la police avait fait à son fils des propositions pour qu'il serve de mouchard. On offrait de lui payer des études à Oxford ! Mais elle affirme que ce n'est pas son fils, mais un autre, qui est l'auteur des dénonciations. Encore un procès de comédie, où le verdict est préparé d'avance !

Un comité s'est constitué à l'Ecole spéciale de Travail social et de Pédagogie pour lutter contre les mesures de discrimination qui aboutissent à interdire certaines professions aux « mauvais esprits ». Ce mouvement de protestation, ainsi que l'opposition à la loi muselière, vont en s'amplifiant dans les universités. Souhaitons que l'Allemand moyen prenne conscience que son pays devient de plus en plus un Etat policier !

Maoïsme et militarisme

L'internationalisme prolétarien a toujours consisté pour les partis communistes à servir les intérêts exclusifs de la politique extérieure de l'U.R.S.S. C'est ainsi qu'en 1934, après l'entrevue Staline-Laval, le P.C. français devint soudain patriote et pavoisa « aux couleurs de la France ». Les marxistes-léninistes-maoïstes n'échappent pas à cette règle de servilité, mais au service de la Chine. Le K.P.D. - M.-L. (maoïste) de l'Allemagne Fédérale vient d'envoyer une délégation en Chine, et à son retour, le Bureau politique du Comité central de ce Parti a publié la déclaration suivante qui se passe de tout commentaire :

« Il nous faut soutenir toutes les mesures tendant à renforcer l'indépendance militaire des Etats de l'Europe occidentale, tant qu'elles sont dirigées contre les super-puissances impérialistes. Nous soutiendrons ces mesures même si elles sont appliquées dans le cadre de l'O.T.A.N. Nous rejetons toute dégradation du degré d'instruction de la Bundeswehr et toute diminution de la durée du service militaire ».

SUISSE

Beautés de la statistique

Officiellement la Suisse ne compte que 30.000 chômeurs (1 % de la population active). Or 200.000 emplois ont été supprimés en un an ! Il y a 170.000 « disparus » : ils se composent de 110.000 ouvriers étrangers renvoyés et d'environ 60.000 femmes — citoyennes helvétiques — qu'on a transformées en femmes au foyer. Bonne affaire qui permet d'économiser 170.000 allocations de chômage et d'améliorer les statistiques. En réalité, et si on tient compte de 200.000 travailleurs employés à temps réduit, on peut dire que 7 % au moins de la population active a été frappée par le chômage.

LE PROBLÈME VITICOLE

Le texte qui suit, rédigé par le secrétariat de la commission agricole à partir des travaux des groupes F.A. de Narbonne, Montpellier et Perpignan, a pour objet de dresser un bilan de la situation de la viticulture du Midi et de clarifier les différentes positions qui traversent la profession viticole.

SITUATION DE LA VITICULTURE ET DE L'ECONOMIE REGIONALE

Les grandes transformations économiques du XIX^e siècle, création du chemin de fer notamment, ont surpris le Languedoc et entraîné la ruine d'un artisanat prospère et d'une agriculture toute d'ingéniosité.

Cette région a été pendant des décennies une région de monoculture de la vigne si bien que, aucune différenciation de la production n'ayant été effectuée, le sort de cette région essentiellement agraire est entièrement suspendu à la prospérité du vignoble (la vigne fournit aujourd'hui 60 % des revenus agricoles et 15 % du revenu global brut régional).

Le poids du passé ajouté à l'extrême morcellement de la propriété (la majorité des viticulteurs sont de petits propriétaires : 90 % possèdent moins de 10 ha), ont mal préparé les viticulteurs aux exigences de l'économie capitaliste moderne : tendance à la concentration, augmentation des rendements, concurrence accrue, etc. La crise du Midi viticole dure depuis 1907 et jamais une solution définitive, d'ailleurs impossible sous le capitalisme, ne fut trouvée. Périodiquement le Midi bouge, mais à chacune de ses convulsions, la crise se fait de plus en plus aiguë et l'exaspération plus grande.

L'endettement et l'hypothèque, dus à l'augmentation des coûts de production, au déplacement d'une partie de la consommation vers des vins de meilleure qualité, atteignent aujourd'hui un point de non-retour avec l'introduction de vins italiens d'un degré alcoolique plus fort et moins chers du fait de la dévaluation de la lire et du faible taux de salaire des ouvriers agricoles italiens. Ainsi la plupart des petits propriétaires sont placés devant l'alternative : vaincre ou mourir.

Cette adaptation aux exigences modernes du capitalisme international n'a pas amené un changement de structures de l'exploitation viticole qui est restée à base familiale ; mais elle a introduit une dépendance accrue du paysan-producteur à l'amont de sa production envers les banques, les trusts chimico-agricoles, voire la société d'aménagement régional (fournissant l'eau d'irrigation) et cela surtout depuis la création du Marché Commun, encore plus depuis le Marché européen du vin en 1970.

A la concertation existant entre les agriculteurs et leur ministère (qui défendait généralement leurs positions devant son collègue des Finances) a succédé un technocratisme planificateur qui veut imposer ses vues, sans tenir compte des réalités humaines.

La politique gouvernementale ayant pour ambition de rentabiliser l'activité agricole suivant la loi du profit, cherche donc à l'insérer de façon compétitive dans le marché européen par l'intermédiaire des grandes banques et des gros consortiums (cinq groupes parisiens dominent le marché du vin de consommation courante, en contrôlent 80 % et fixent les prix : S.G.V.F. où fraternisent Rothschild et Doumeng, le banquier du Parti communiste, lequel soit dit en passant, importa en 1972 un million d'hectolitres de vin algérien, exploitant le Tiers-Monde en plus du Midi, puis Paridoc, les Coop, Nicolas et Casino).

Cela implique une restructuration du vignoble, en faisant disparaître les petits viticulteurs par la promotion de groupements de gros producteurs-exportateurs qui pourront ainsi bénéficier des subventions européennes (Feoga, Forma).

Il faut aussi rappeler que cette région est particulièrement exploitée par le gouvernement : les taxes sur le vin du Languedoc rapportent à l'Etat 2 milliards de francs par an, dont la majeure partie

sert, par le truchement d'organismes technico-financiers, à assainir... le marché céréalier des gros exploitants beaucerons. Cette situation dramatique de la viticulture fait partie d'un contexte économique local qui est loin d'être brillant : cette région est gravement sous-industrialisée, le chômage y sévit particulièrement (42.000 chômeurs rien que dans le département de l'Hérault), et ce ne sont pas les réalisations touristiques d'élite et de prestige comme La Grande-Motte qui permettront à la région d'éviter la mort lente.

LE MONDE VITICOLE ET SON SYNDICALISME

L'inégalité des propriétés entraîne l'inégalité des revenus et la disparité des intérêts à défendre. Il existe une séparation très nette bien que schématique entre les petits et les gros propriétaires. Les gros propriétaires sont des capitalistes qui exploitent la main-d'œuvre salariée. Ils tirent parti de la crise en rachetant les terres des exploitants ruinés et supportent mieux les frais de la crise car ce sont des créanciers plus crédibles.

On les retrouve en tant que notables et citadins instruits à la tête d'organismes avec lesquels le pouvoir n'hésite pas à engager la concertation :



on discute ainsi entre gens responsables connaissant leurs textes. Leur supériorité intellectuelle les a naturellement désignés comme chefs de file du mouvement revendicatif.

Les petits propriétaires sont pris à la gorge et menacés de ruine prochaine. Souvent ils travaillent comme ouvriers agricoles chez les gros exploitants pour compléter leur revenu. Hommes de la terre depuis des générations, ils ne comprennent pas la « diplomatie » des déclarations mais en ressentent l'incohérence. N'ayant rien à perdre et tout à gagner, ils sont les plus durs dans l'action. Cette séparation se retrouve évidemment dans les organismes syndicaux des viticulteurs avec :

La Fédération Générale des Vignerons du Midi, existant depuis 1907. Elle ne représente plus que quelques gros propriétaires endormis. Elle est absente de toutes les actions sur le terrain et présente à toutes les tables de conférence.

La Fédération Nationale des Producteurs de Vin de Table a un impact plus important. Elle pratique quelquefois l'action directe (barrages de routes, etc.) et propose surtout des mesures techniques « réalistes » susceptibles d'améliorer l'état du marché.

Les Comités Régionaux d'Action Viticole, qui représentent la base, donc la grande majorité des petits viticulteurs, sont très implantés et ont une

capacité de mobilisation rapide importante. Ils demandent essentiellement l'arrêt des importations et le maintien des revenus agricoles. Chez eux, on ne fait pas de technicité, on ne gomme pas de virgules, on dénonce les injustices que l'on ressent chaque jour et on se bat, en restant simple, direct et vivant. De plus les C.R.A.V. ont un fonctionnement à la base beaucoup plus démocratique que les organisations citées plus haut.

Il est malheureusement très dangereux qu'un clivage de classes entre ces gros exploitants et ces petits paysans-producteurs n'apparaisse pas, et bien souvent les revendications dénotent l'absence d'une quelconque remise en cause politique. Tous les viticulteurs ou presque sont convaincus que leurs problèmes peuvent être résolus dans le cadre actuel. Leurs actions voient côte à côte le loup et l'agneau, les drapeaux tricolores vont en tête des manifestations qui se font avec le soutien des élus locaux, de la majorité comme de l'opposition.

L'IMPASSE ACTUELLE

L'isolement du mouvement viticole a toujours été marquant. Longtemps voulu par les viticulteurs eux-mêmes, par leur méfiance envers la politique et par leur esprit corporatiste, il n'a pu être qu'entamé lors de la journée « ville morte » du 5 février. Cette annonce d'une alliance des travailleurs de la ville et des champs, qui seule pouvait permettre de faire avancer le mouvement, est bien comprise aujourd'hui et, d'après ses fondements, ne pouvait qu'échouer. En effet ce regroupement s'est fait sur des bases ultra-réformistes de la gauche, à savoir, comme l'indiquent les états-majors syndicaux, la réunion des « victimes de la politique antisociale du pouvoir ». Totalement dans la lignée de l'« Union du peuple de France », ce regroupement du 5 février avait comme mot d'ordre la défense de l'économie régionale, c'est-à-dire l'économie des patrons, des entrepreneurs et des gros propriétaires et négociants. Il n'a jamais été de l'intérêt des travailleurs de s'allier avec leurs exploitants. Ici chacun défend sa corporation et réclame seulement un capitalisme moins désharmonieux, sans bavures trop gênantes. Contrairement à cette gauche réactionnaire, nous ne voulons pas de capitalisme amélioré mais simplement sa suppression.

Le seul moyen qui existe pour les petits paysans exploités est de se regrouper sur les intérêts de classe et de lutter contre les forces capitalistes, le gouvernement, les négociants et les gros propriétaires. Il faut que le syndicalisme révolutionnaire des travailleurs des champs autour, par exemple, de l'organisation Paysans-Travailleurs, se développe rapidement. L'union des producteurs doit se faire sur des bases révolutionnaires, libertaires, non pas simplement sur de vagues promesses politiques et simplement « antimonopolistes », et par des assemblées de base dans les localités sans passer par l'intermédiaire des bureaucraties syndicales.

Actuellement, les paysans-producteurs doivent se battre contre le négoce, instigateur principal de leurs maux. Leur lutte passe par le contrôle du marché, c'est-à-dire arracher un revenu minimum. Et, face à l'ennemi européen et même international, les travailleurs des champs devront développer leur solidarité internationale et ne pas tomber dans le piège artificiel des frontières (le gouvernement tente de faire croire aux éleveurs de l'Ouest que leur mévente est due au refus du vin italien par les viticulteurs). Cela peut prendre la forme d'un Office du Vin qui serait contrôlé par les organisations syndicales des paysans-producteurs. Afin de lutter directement contre les intermédiaires parasites et spéculateurs, on peut leur proposer de reprendre la formule des coopératives et des sociétés mutualistes, à condition que celles-ci ne soient pas contrôlées progressivement par de nouveaux notables comme aujourd'hui dans la plupart des cas.

COMMISSION AGRICULTURE

LE BILAN

De tous les conflits qui actuellement entravent le capitalisme mondial dans ses tentatives expansionnistes, celui occasionné par l'invasion du Sahara Occidental par ses voisins est sans doute le plus évident. En effet, pour cette affaire qui peut encore dégénérer en conflit généralisé et sanglant dont le peuple sera, comme d'habitude en pareils cas, la seule victime, tout un processus diplomatique international de concertation fut engagé, longuement appliqué, jusqu'au moment du coup d'envoi pour l'annexion et l'occupation.

Pendant de nombreuses années, à l'époque où l'Afrique était en totalité colonisée, l'Espagne, comme d'autres pays d'Europe, avait ses colonies, dont le Sahara espagnol. Puis, durant la deuxième moitié du XX^e siècle, ce fut le temps de l'indépendance des pays africains et des conflits qui en résultèrent. Le Maroc ayant vu la fin de son protectorat avec le départ des Français en 1956, prit pour tâche, avec Mohamed V (le père de Hassan II) la revalorisation des terres et l'organisation de la vie politique et économique du pays. Ainsi, quand à la mort de son père en 1961, Hassan II accéda au pouvoir, ce fut pour le consolider et peu à peu pour en être le détenteur absolu. Hassan II, comme tout chef d'un Etat fort qui se respecte, engagea définitivement son pays dans la voie de l'exploitation d'un peuple misérable et ignorant par une bourgeoisie locale formée en grande partie par les membres de la famille royale. Le Maroc, alors pays capitaliste, ne renia pas sa raison d'être qui était donc celle de voir grossir ses capitaux.

Et c'est à ce moment-là que les capitalistes marocains commencèrent à avoir des visées sur le Sahara espagnol.

Dans cette Afrique qui avait retrouvé presque totalement son indépendance, l'embryon espagnol, entouré de ses voisins immédiats, le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, dénotait et gênait. C'est alors que l'on commença à parler de libérer les frères arabes dès qu'on prit conscience des ressources gigantesques du sous-sol sahraoui qui prenaient régulièrement la voie de l'Espagne. Vers 1972, un processus diplomatique discret s'engagea entre le Maroc et l'Espagne mais un an après, face à la rigidité des capitalistes espagnols que l'abandon des ressources minières du Sahara Occidental était loin d'enchanter, Hassan II entreprit une campagne tapageuse qui dépassa très vite les limites de son pays — pour le rattachement du Sahara « spolié » au territoire marocain. C'est ainsi que le peuple marocain, abruti religieusement depuis des décennies, cria en majorité son soutien inconditionnel au roi, le descendant du

prophète ! Parallèlement, la Mauritanie, ayant une frontière commune avec le Sahara espagnol et ayant conscience elle aussi des ressources du sous-sol de son voisin, prit le train en marche et revendiqua le rattachement du Sahara à son territoire. Quant à l'Algérie, troisième et dernier voisin du Sahara convoité, ayant une petite enclave dans ce pays, vit parfaitement qu'envisager pour l'avenir un accès direct vers l'Océan Atlantique passait par la défense « désintéressée » des droits légitimes du peuple sahraoui. Ainsi, les rapaces, chacun de leur repaire, étaient prêts à foncer sur la proie commune, quitte à y laisser des plumes. Les plumes étant le peuple, bien entendu.

« Je suis prêt à sacrifier un million d'hommes pour récupérer notre Sahara spolié », déclarait Hassan II en 1975. Cette déclaration, qui avait choqué les occidentaux, mais davantage stimulé une grande partie du peuple marocain qui démontrait une volonté affirmée de faire corps avec son roi devant précéder la spectaculaire marche verte organisée par Hassan II vers le Sahara qu'il revendiquait. Il fut facile au monarque de mobiliser sur 16.000.000 d'habitants, 350.000 fanatiques à envoyer à l'éventuel massacre vers l'armée espagnole, encore sur le terrain, prête à tirer sur ordre du boucher Franco que la maladie n'avait pas encore complètement emporté. Mais le roi du Maroc, comptant sur une mort rapide du Caudillo pour entrer en libérateur en territoire sahraoui, en fut pour ses frais lorsqu'il constata que le tyran était encore en vie et lucide bien que très malade.

Après avoir fait faire du « sur place » à son peuple pendant quelques jours, il dut se résigner à lui faire rebrousser chemin, la queue basse.

L'invasion pacifique par la marche verte fut un lamentable échec, mais Hassan II n'en démodit pas pour autant. En effet, venant s'ajouter aux contacts déjà entamés entre le Maroc et la Mauritanie pour un « arrangement » concernant le partage du territoire sahraoui après l'invasion, des négociations discrètes reprirent entre le Maroc et l'Espagne, et Hassan II sut tirer parti du déséquilibre politique momentané provoqué par la passation du pouvoir de Franco à Juan Carlos. En effet, ne voulant pas conjuguer son accession au trône avec le début d'une guerre contre le Maroc et la Mauritanie, le nouveau roi d'Espagne se montrait sûrement très conciliant.

Parallèlement à toutes ces stratégies diplomatiques et politiques, une organisation de libération pour l'indépendance du Sahara espagnol, le front Polisario commençait à prendre une certaine envergure. Emanant du peuple



Combattantes du front Polisario

sahraoui et prétendant représenter la volonté populaire, elle exprima clairement son désir d'indépendance et donc de non-rattachement à qui que ce soit. Mais qui donc en fit cas ? Sûrement pas ses voisins immédiats, trop occupés à faire leurs prévisions économiques rattachées à l'annexion imminente, ni même les représentants du capitalisme occidental, champion des libertés, trop soucieux de préserver leurs relations privilégiées avec le Maroc et la Mauritanie. Ils firent même mieux : ils hâtèrent le processus d'invasion en affirmant, après une concertation quelque part en Europe, que le Sahara espagnol était auparavant rattaché au territoire marocain ! Ce fut pour Hassan II et Daddah l'accord et la confirmation qu'ils attendaient pour la reconquête de leurs « droits » et pour Juan Carlos, successeur depuis peu de Franco, l'occasion de quitter l'ex-colonie espagnole en ayant une justification politique, donc sans déshonneur, et sans risquer d'envenimer le problème dès son accession au trône.

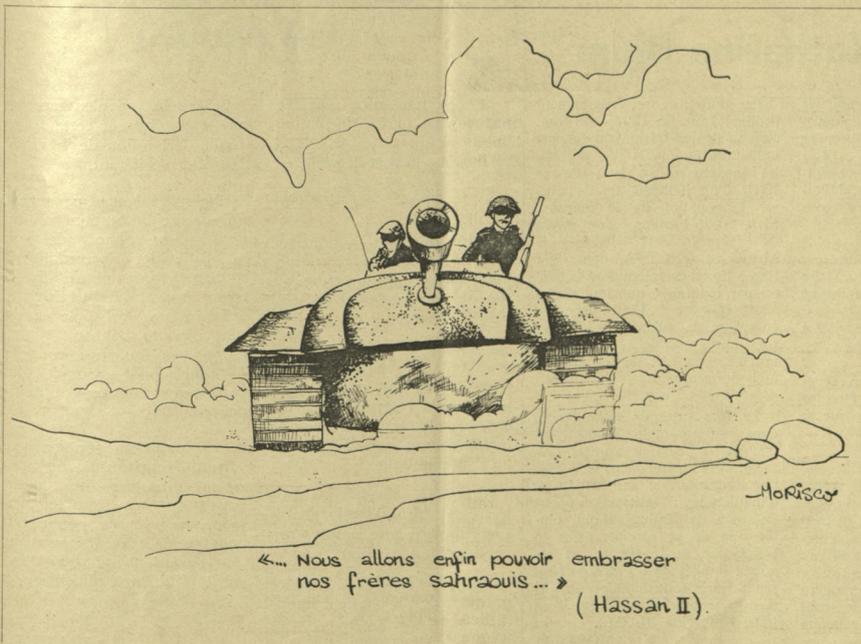
Ainsi, la dernière phase du processus d'invasion était entamée. Le Maroc et la Mauritanie, après se l'être éprement disputé, se partagèrent le gâteau sahraoui en entrant en libérateurs les armes à la main et les tanks sous les pieds, embrasser enfin leurs frères musulmans ! Dans le même temps, le front Polisario réaffirmait son intention, au nom du peuple sahraoui, de refuser tout rattachement et d'entretenir en cas d'occupation, une guérilla permanente contre l'invasisseur. Et au début de 1976, en Algérie et avec le soutien du gouvernement Boumediène, un gouvernement provisoire sahraoui se formait alors que les premiers affrontements entre les indigènes et l'occupant se consumaient.

Aujourd'hui, le bilan. Les promoteurs de l'invasion du Sahara occidental savourent leur victoire diplomatique même si elle est entachée d'un peu de sang et vont même jusqu'à considérer toute prise de position en faveur du Sahara conquis comme une ingérence inadmissible dans leurs affaires intérieures. Quant à l'Algérie, qui semble ne pas avoir été très inspirée de prendre parti très vite pour les sahraouis, elle voit ses relations rompues avec ses voisins Marocains et Mauritaniens.

Mais cela n'est qu'une question de temps : le temps d'oublier l'affaire de l'ex-colonie espagnole ou de faire la guerre, chose peu probable, car elle serait fatale au maintien de Hassan II et de Boumediène à leur pouvoir respectif de plus en plus branlant aujourd'hui. Dans tout problème politique solutionné par les politiciens, il faut un bouc émissaire, et le bouc émissaire cette fois-ci en est le principal intéressé : le peuple sahraoui lui-même à qui, depuis le début de cette affaire, on n'a jamais rien demandé, que l'on n'a jamais consulté, mais qu'aujourd'hui, s'il ne baisse pas la nuque à la volonté de l'occupant, sera continuellement soupçonné, fiché, traqué, torturé, massacré, dépossédé de ses terres qu'il n'aura plus le droit de revendiquer.

Dans le cadre de cette affaire, les anarchistes trouveront à nouveau une confirmation d'une de leurs lignes de pensée visant à dénoncer l'incapacité d'un Etat à représenter les aspirations d'un peuple, mais ses capacités toutes particulières à le sacrifier et à user de la pire violence par le biais de son armée, pour imposer ses options capitalistes. Encore une preuve supplémentaire que la liberté, l'égalité, le respect des droits et la justice ne trouveront naissance que dans une société fondée par des hommes responsables et libres eux-mêmes, débarrassés de toutes contraintes économiques, politiques et morales.

MORISCO.



«... Nous allons enfin pouvoir embrasser nos frères sahraouis...» (Hassan II).

16 MAI 1976

JOURNÉE DE SOUTIEN AU MONDE LIBERTAIRE

DE 10 H 30 A 20 H 30 SALLE DES FÊTES MARCEL-PAGNOL A VILLIERS-LE-BEL

(Trains - Gare du Nord — Bus - Porte de la Chapelle)

10 HEURES POUR L'ANARCHISME

DEBATS :

- L'antimilitarisme
- L'autogestion
- Le centenaire de la mort de Bakouline
- L'Espagne, après Franco
- Le Portugal
- La crise
- La Cécilia, etc.

FILMS-DEBATS :

- Marini
- L'urbanisme
- Espagne 36
- Le Larzac - Le problème paysan
- Vasectomie
- Le cours d'une vie (Louis Lecoin) etc.

MUSIQUE-CHANSONS :

François RABATT
Simone BARTEL
Joël FAVREAU
CATHELEMIS
Jean HUGUES
Rémy ROBIN
Marcel EGLIN
LA FLEUR
et de nombreux autres artistes...

Buvette - Cafeteria
Garderie d'enfants
Parking gratuit

PRESENTATION DU LIVRE ANARCHISTE

avec : Maurice JOYEUX, Jean ROLLIN, Jean-Louis COMOLI, Michel RAGON, Gaston LEVAL, Georges RIBEILL, Mathilde NIEL, Serge LIVROZET, Bernard THOMAS

Exposition sur l'œuvre constructive de la révolution espagnole présentée par la C. N. T.

Venez nombreux, amenez votre famille, vos amis, vous ferez de cette journée fraternelle un succès, un pas en avant pour la propagation de notre idéal.

ENTREE : 15 FRANCS

Billets en vente à Publico

C. C. P. 11.289-15 Paris et à l'entrée

CINÉMA

L'honneur perdu de Katharina Blum

« Nous sommes tous en liberté provisoire » est un titre qui aurait très bien pu convenir pour le film tiré du très beau livre de Heinrich BOLL : L'honneur perdu de Katharina BLUM. En effet, au travers de l'histoire de cette femme victime d'événements extérieurs qui l'amèneront à prendre conscience de sa position sociale et à se révolter, c'est toute la machine étatique et ses moyens de pression qui font figure d'accusés.

Le personnage de Katharina BLUM, tout d'abord, est sans conteste intéressant à analyser. Et il l'est d'autant plus que, dans un premier temps, il est à l'image de beaucoup de personnes d'aujourd'hui qui, se jugeant assez satisfaites pour ne pas lutter pour le progrès social, prennent une position neutre et passive, pensant de toute manière que le meilleur moyen d'éviter des ennuis à partir d'actions politiques est tout simplement de ne pas en faire.

Cela n'empêchera pas l'héroïne en question, pour avoir passé une nuit avec un inconnu auquel elle

n'a pas demandé auparavant s'il était anarchiste, d'être soupçonnée de complicité par la police, et pour cette seule raison, d'être questionnée sauvagement et emprisonnée par les autorités, humiliée et salie par une presse (gouvernementale) à scandale.

Cet état de faits parviendra, par la force des choses, à lui faire prendre conscience de sa faiblesse face à la puissance de la machine administrative qui persistera à la surveiller et à la harceler.

Son impuissance et son isolement face au monstre étatique l'amèneront à sa révolte qui se traduira par un meurtre.

La toile de fond qui, pour cette histoire, est la République Fédérale d'Allemagne, aurait pu être n'importe quel autre pays, et c'est là que cet élément prend son importance. En effet, ne voir au travers de la machine répressive allemande que la condamnation des démocraties libérales serait une ineptie mêlée de beaucoup de naïveté.

Par contre, ce qui reste évident pendant toute la durée du film, c'est la démonstration du rapport individu-Etat, ou, si l'on préfère, les moyens qu'a l'Etat de se servir d'un individu, de le pousser à bout et de le détruire. Mais est-ce bien ce qu'ont voulu dénoncer V. SCHONDORFF et M. VON TROTTA dans leur film ? Et est-ce intentionnellement ou par ignorance que les auteurs font répondre à l'infirmière qui enregistre la plainte de Katharina, après que celle-ci ait exprimé un sentiment de dégoût vis-à-vis des représentants de l'ordre : « Vous êtes marxiste ?... ».

Le film reste de toute façon, dans son ensemble, excellent et très positif. Bref, à voir absolument, ce film qui laisse à la fois une sensation de satisfaction et d'inquiétude : satisfaction pour l'attitude de Katharina qui, plutôt que de se réfugier dans la résignation et le silence, se révolte ; inquiétude à l'idée de penser qu'après tout, n'importe lequel d'entre nous pourrait être, un jour, Katharina BLUM...

MORISCO.

La part de vérité et du pauvre

Le directeur du « Figaro », académicien, agrégé de philosophie... a fait dans la télé, à l'émission « la part de vérité ».

Petite part pour qui cherche cette vérité.

Entre autres ormesonneries, nous avons eu droit à cette profonde pensée que le bonheur à court terme nous prive de celui à long terme.

Pour une originalité, c'en est une, et qui dû faire grand plaisir à ceux qui avaient oublié ce qu'est là l'éternel slogan de tous les sorciers, depuis ceux de la Préhistoire jusqu'à ceux de la V^e République.

Appelé à illustrer cette heureuse formule, il choisit « l'exemple le plus simple » (on ne saurait mieux dire).

Ne pas faire son service militaire c'est le bonheur immédiat, mais qui nous priverait de la sécurité à long terme.

Et la télé, qui n'en rate pas une, a accompagné cette académique déclaration de la vision de Hitler vociférant.

Elle n'a cependant pas poussé plus avant l'évocation, ce qui nous aurait permis de voir M. Schneider s'accordant le bonheur à court terme d'alimenter en armes le susdit Hitler, ce qui n'a pas privé le susdit Schneider du bonheur à long terme d'en fournir à tous les pays du monde, pour le plus patriotique étripage de leurs peuples.

Et si M. d'Ormesson nous privait (ou se privait) à court terme d'encombrer nos petits écrans de sa « simple » personne, cela nous permettrait peut-être d'espérer à long terme une télévision un peu moins servile et un peu plus inspirée.

RAUCIME.



DIS DONC FERRÉ...

de Françoise TRAVELET

HACHETTE, éditeur

Les lecteurs de *La Rue* connaissent Françoise Travelet, son style rapide de journaliste, son goût du portrait bien frappé. Elle vient de publier aux éditions Hachette un ouvrage sur Léo Ferré qui n'est ni une étude artistique, ni une biographie, mais un instantané qui saisit le personnage sous tous les angles.

Car Ferré est d'abord un personnage qui suscite de la passion ou de la colère. Certes l'homme a du talent à revendiquer, c'est un poète et un musicien, mais c'est ce qu'il a fait de ses dons qui provoque le tumulte qui l'accompagne. Lors d'une récente interview de Ferré à Télé-Luxembourg, j'ai pu constater que, malgré les mouvements divers que l'artiste, plus que son entourage, provoquait, il était à sa manière un anarchiste. Françoise Travelet qui le connaît bien l'a interrogé et c'est de ce dialogue qu'est sorti ce livre où le poète parle et où la journaliste commente.

L'ouvrage se fractionne en trois instants. Le premier, *La Mer*, c'est l'enfance, la femme, la formation du caractère, je dirais même les tics qui vont marquer sa réflexion aussi sûrement que les rides marquent son visage tourmenté. Et c'est au cours de cette période, et sans que l'auteur y soit pour quelque chose, qu'on se sent peut-être le plus loin de Ferré et qu'on a tendance à rejeter tout ce qui paraît être fabriqué par le milieu artistique ou littéraire, par le goût de la provocation gratuite. Le second instant de l'ouvrage, *La Folie*, nous présente l'artiste, le créateur dans les grands moments d'une carrière extraordinaire. Là, le poète est lucide, sans complaisance dans l'analyse de lui-même et des autres. Pendant ses années difficiles, et même après il a rencontré beaucoup de monde, des gens sur le devant de la scène du Tout-Paris intellectuel où il a fini par pénétrer. Ses jugements sont solides et c'est à travers eux que l'on comprend qu'il ait réussi à se faire dans sa discipline une place à lui, une place que personne n'a la possibilité ou le goût de lui disputer. Enfin le dernier volet de l'ouvrage, *La Mort*, analyse les heurts que créent les rapports de Ferré avec la société. Et contrairement à beaucoup de ceux qui le jugent, c'est là que je le trouve le plus naturel, le plus lui-même, là où il faut le chercher si on veut le comprendre. Il est ! Il existe : le constater est essentiel si on veut l'identifier, le juger. Il ne s'agit pas de l'aimer (tous ces monstres sacrés ont la manie de vouloir qu'on les aime, même lorsqu'ils nous emmerdent), mais de le comprendre. Et l'ouvrage de Françoise Travelet nous permet de le comprendre.

Mais je m'aperçois que j'ai peu parlé de l'auteur en commentant le personnage de son récit. Il faut dire que Françoise Travelet a tout fait pour s'effacer derrière son sujet ; elle n'y a pas réussi et c'est tant mieux pour nous, car à coups de patte sûrs, elle a agencé tous les morceaux qui constituent le personnage, de façon à les éclairer et à nous les faire comprendre les uns par rapport aux autres. Et je dois dire que si Ferré méritait ce travail en profondeur, l'art si difficile de dépeindre les âmes tourmentées ne pouvait pas trouver un meilleur pinceau.

LA PENSÉE CONSTRUCTIVE DE BAKOUNINE

par Gaston LEVAL

SPARTACUS, éditeur

Parmi les nombreux livres parus sur Bakounine à l'occasion du centenaire de sa mort, l'ouvrage que publie Gaston Leval aux éditions Spartacus est à mettre à part. L'auteur qui est un militant anarchiste, a bien compris qu'au-delà des événements historiques, de la vie aventureuse du militant, ce que recherchaient de nos jours ceux qui s'intéressaient à la pensée libertaire, c'était le cadre dans lequel s'inscrivait une société de type libertaire.

La réponse à une telle question, personne mieux que Leval ne pouvait y répondre, et il l'a fait en isolant de l'œuvre du révolutionnaire russe et en les reliant entre eux par un savant commentaire, tous les textes qui ont trait à l'économie, à l'éthique et à l'organisation d'une société sans classe de type anarchiste.

Mais naturellement, l'auteur, dans son commentaire, est amené à élargir son champ et à éclaircir des attitudes de Bakounine, à réfuter des accusations, à préciser des propositions, ce qui fait que l'on peut dire de cet ouvrage, contrairement à ceux parus avant lui, qu'ici ce n'est pas l'histoire anecdotique de son temps qui explique les attitudes de Bakounine, mais la pensée, la réflexion du révolutionnaire sur la société capitaliste, sur l'évolution économique prévisible, lesquelles vont déterminer ses prises de position. Sans jamais disparaître, le révolutionnaire quitte le devant de la scène où le penseur le ramènera comme le produit logique de son analyse.

Certes il s'agit d'un ouvrage parfois difficile, mais c'est un ouvrage attendu, un ouvrage de référence et le lecteur s'apercevra qu'à la source de toute réflexion de Bakounine, il existe une attitude morale, que d'ailleurs Kropotkine partagera plus tard, et qui le pousse à rejeter, contrairement à ce que des ignorants ont pu écrire, tout ce qui dans la proposition révolutionnaire peut toucher à la dignité de l'homme. Et pour cette seule raison, je pense que nombre de nos jeunes révolutionnaires qui se réclament de Bakounine sans le connaître, feraient bien de lire le livre de Leval qui, sur ce point si souvent controversé, apporte une documentation solide.

Naturellement, il n'est plus possible aujourd'hui de parler sur Marx et le marxisme un jugement analogue à celui que portait Bakounine, souvent par opportunité, et qui lui permettait de faire mieux pénétrer dans l'Internationale sa pensée antiautoritaire et antiétatique. Bakounine, comme tous ses contemporains, a été marqué par son temps, mais le remarquable travail de Leval arrive à point nommé pour nous rappeler qu'il fut autre chose qu'un homme de barricades et qu'il reste un des penseurs les plus « modernes » de la réflexion socialiste.

ANARCHIE ET TRAVAIL SOCIAL

M. MANSUY

F. A. Nantes

Depuis quelque temps, nos camarades de Nantes éditent, sous le titre « *Semons l'Anarchie* », un certain nombre de brochures de vulgarisation. Celle qu'ils publient aujourd'hui, intitulée *Anarchie et travail social*, et qui est la plus copieuse, mérite d'être extraite de cette collection sympathique. L'auteur rassemble tous les éléments qui condamnent la société autoritaire de classes et propose un choix judicieux d'arguments en faveur d'une société socialiste libertaire. Enfin il nourrit son travail d'extraits de textes de théoriciens confirmés.

Le style est clair, direct, à la portée de tous les travailleurs, et la construction du récit est logique. On ne peut que conseiller à nos militants de se procurer cette brochure et de la répandre. Il s'agit d'une initiative qui mérite de se développer et l'on voit tout de suite qu'il s'agit d'un excellent matériel de propagande à la portée de toutes les bourses.

L'APPAREIL POLICIER DU STALINISME

Léon TROTSKY

Union générale d'édition

Je parle parfois de l'œuvre de Trotsky, bien que n'étant ni marxiste, ni léniniste, ni à plus forte raison trotskyste. Mais Trotsky reste un écrivain de qualité et un observateur intéressant pour tout ce qui ne touche pas son hobby.

Dans cet ouvrage de la collection 10/18, les éditeurs ont rassemblé les textes qui traitent des procès de Moscou et des autres pays, textes restés jusqu'à ce jour inédits.

En réalité, nous ne trouverons aucune révélation dans ce livre. Toutes les affaires dont parle l'auteur sont bien connues. Mais celui-ci a été élevé dans le sérial où se sont construits ces hommes qui se ressemblent tant et qui seront ou bien les victimes, ou bien les bourreaux de ces tragédies modernes, ce qui lui permet de poser des questions pertinentes auxquelles il donne lui-même des réponses, qu'on peut certes discuter, mais qui de toute manière constituent un élément important pour comprendre l'histoire qui va du léninisme au stalinisme.

En réalité, on reste encore héberlué devant ce matraquage de la vieille garde du bolchévisme et on se demande quel intérêt Staline avait à ce massacre. Et si Trotsky pose cette question, pas plus que nous il n'y répond de façon convaincante. Il est en tout cas certain que ces hommes ne représentaient plus un danger réel pour le régime de Staline. Même si, pour nous qui avons connu cette époque, les textes datent, la vivacité du style leur conserve encore toute leur saveur.

COLLECTIONS POPULAIRES

Monsieur le Consul, de Lucien Bodard (L. P.). La Chine que nous présente Bodard dans ce livre remarquable est la Chine du début du siècle, avec ses famines, ses seigneurs de la guerre, ses lettrés aussi, une Chine qui, aujourd'hui, semble appartenir à la préhistoire.

*

François le Champi, de George Sand (L. P.). Un roman champêtre de George Sand qui semble bien oublié aujourd'hui. Celui-ci est agréable à lire et fleurit de romantisme qui fait aujourd'hui hausser les épaules aux esprits forts.

*

Cette grande leuer à l'Est, de Jules Romains (L. P.). Dans cet épisode des *Hommes de bonne volonté*, l'auteur évoque avec bonheur les sentiments mêlés que provoquera la Révolution russe de 1917 parmi les populations du pays.

*

VIENT DE PARAÎTRE LA RUE N° 21

AU SOMMAIRE :

- L'Etat, rempart de l'oppression
par R. Bosdeveix
- Un militant anarcho-syndicaliste : Cipriano Mera
par Gomez Pelaez
- L'avenir de l'anarchisme espagnol
par M. Joyeux
- Les mathématiques, école de liberté
par M. Bonin
- La vie à Montmartre
par J. Cathelin et Gray
- La guerre et son instrument
par P.-V. Berthier
- Plaidoyer pour une solution provisoire
par P. Marchand
- Un poète libertaire
par J. Humbert
- La Manifestation
par M. Laisant

Le Syndicalisme de sacristie au travail

Parlons de l'affaire LIP !

On nous rendra cette justice, que pendant toute la période où l'affaire Lip fit la « une » des quotidiens, nos commentaires furent inspirés par le souci de ne gêner en rien les travailleurs en lutte. Il suffit de relire les « Monde Libertaire » de cette époque pour constater notre réserve, qui ne portait pas seulement sur l'action syndicale et ceux qui la monopolisaient, mais également sur l'avenir que les apprentis sorciers du syndicalisme réservaient à Lip. L'insistance avec laquelle la C.F.D.T. se démarquait du syndicalisme révolutionnaire et de tous ceux qui, depuis des années, défendaient la grève gestionnaire que les Lip pratiquaient sans vouloir l'avouer, semblait suspecte, mais enfin les travailleurs de Palente étaient engagés dans une lutte d'envergure nationale et nous avons fait taire notre répugnance devant les politiciens qui empuantaient l'atmosphère et pourrissaient le climat d'une action qui aurait pu devenir un exemple pour les travailleurs de ce pays. Aujourd'hui la coupe est pleine, les grimaces du révérend Piaget qui cligne un œil malin en nous informant qu'il a un « truc », la font déborder. L'affaire Lip, qui fut à son origine un mouvement exemplaire, allait devenir rapidement le champ clos où devaient s'affronter les politiciens de droite comme de gauche et qui servira de champ d'expérience à un syndicalisme bâtard secoué entre les influences marxistes ou confessionnelles sur un fond de gauchisme braillard. Le résultat vous le connaissez. On vit Piaget, avec son nouveau testament syndical sous le bras, à la recherche et qui servira de champ d'expérience à un gard attentif des politiciens d'extrême gauche, résidus des cavalcades de 68. Le « bon patron » trouvé, on fit taire ceux qui avançaient quelques timides réserves à grands coups de ces formules « révolutionnaires » qui sont devenues la spécialité de Maire ou de Rolland. Aujourd'hui le « bon patron » et les capitaux de « gauche » ont pris le maquis, les politiciens syndicaux essaient de limiter les dégâts, en pleurnichant auprès des pouvoirs publics qui vont leur faire payer cher la grande frousse des classes politiques de droite et de gauche devant la grève gestionnaire entamée par Lip. L'aventure ne pouvait pas finir autrement ! Nous allons vous dire pourquoi !

La grève de Lip avait été exemplaire, un grand coup avait été frappé, qui avait profondément ébranlé le monde du travail comme le patronat. Chacun sentait qu'après Lip rien ne serait plus pareil dans les luttes ouvrières, qu'une voie nouvelle avait été ouverte. Mais chacun sentait également qu'il fallait trouver une issue à un combat qui, malgré les rodonnades habituelles de la C.G.T. et de la C.F.D.T., se déroulait dans un climat socialement calme. Trois solutions s'offraient aux « Lip » : la première c'était l'autogestion, dont les politiciens du P.S.U. se réclamaient alors bruyamment ; la seconde c'était la coopérative ouvrière, avancée par F.O. et que j'avais moi-même proposée dans un article du « Monde Libertaire » ; la troisième c'était celle du « bon patron » appuyé par les capitaux « des patrons de gauche ». Et c'est cette solution qu'en fin de compte Piaget et ses acolytes acceptèrent, avec la bénédiction des gens biens, du ministre de tutelle à l'archevêque de la région, en passant par les parlementaires locaux, les patrons, et les gauchistes de la C.F.D.T., pour des raisons certes différentes, mais qui finalement concordaient et qui avaient pour but de rejeter le syndicalisme comme élément de la transformation économique, au profit des politiciens qui avaient leurs suffrages.

Je suis de ceux qui pensent que l'autogestion d'une entreprise, dans un entourage capi-

taliste en butte aux aléas de la société de marché, n'est pas viable et que l'autogestion ne précède pas mais suit la transformation sociale, ce qui me différencie bien sûr de F.O. qui, en repoussant l'autogestion, repousse toute participation syndicale à l'organisation de l'économie. Mais le P.S.U., les socialistes et la C.F.D.T. sont, eux, partisans de l'autogestion. Mieux, la C.F.D.T. est partisane du syndicat d'entreprise qui, pour les vrais syndicalistes, est un non-sens et conduit au corporatisme... alors ? Alors, il est clair que la grève gestionnaire gênait tout le monde, politiciens et patrons, et qu'il fallait sortir de cette affaire Lip de manière à ce que les politiciens de droite comme de gauche resterent les seuls maîtres d'orienter et de déterminer le système économique, qu'il fût socialiste ou capitaliste, et le rejet de l'autogestion de Lip ne fut rien d'autre que la volonté des politiciens de droite, de gauche et d'extrême gauche d'écarter le syndicalisme de la gestion économique, de le rejeter vers la simple contestation dans l'entreprise. La C.F.D.T. se trouvait alors devant ses contradictions fondamentales : le syndicat d'entreprise et l'autogestion à la base, et les décisions de ses congrès nationaux de s'en remettre aux politiciens de gauche pour changer l'économie à partir de lois votées au parlement. Les bons apôtres ! Une fesse à droite, une fesse à gauche, c'est comme ça qu'on l'a dans le cul !

Les patrons de droite comme les patrons de gauche sont d'abord des patrons. L'affaire Lip les terrorisait. Je dis l'affaire Lip, et non pas Piaget auprès duquel on ferait agir Dieu ou les politiciens de gauche auprès desquels on ferait agir l'électeur. L'affaire Lip les terrorisait car elle risquait de s'étendre, de servir d'exemple. Elle pouvait provoquer, les soirs de colère, non seulement l'occupation des usines mais leur remise en marche par les travailleurs conseillés par leurs syndicats. Il fallait désamorcer la mine et ils n'ont pas eu, pour cette œuvre pie, à inventer. Ils ont fait ce qu'on fait avant eux tous les politiciens du monde, ils se sont introduits dans la place pour mieux la détruire. Et c'est la raison du choix de la solution du « bon patron » et des « capitaux de gauche », appuyé par tous les patrons de droite et de gauche qui ne voulaient pas que l'expérience Lip remette en cause leur caractère inamovible, avec la bénédiction du gouvernement qui se voyait tirer une épine du pied, avec l'appui des politiciens de droite et de gauche qui ne voulaient pas être supplantés par les syndicats dans leur rôle dirigeant... Avec peut-être un grand « Ouf » des ouvriers qui préfèrent laisser au patron la responsabilité de l'échec de l'entreprise, de manière à se donner bonne conscience et à revendiquer auprès des autres plutôt qu'envers eux-mêmes. Et c'est ainsi que les patrons ont introduit des capitaux chez Lip, pas tout ce qu'ils avaient promis certes, juste ce qu'il fallait pour faire traîner l'affaire... Puis lorsque la situation leur parut à point, ils ont retiré leur fric et Lip s'est écroulé. Les multinationales ne font rien d'autre lorsqu'elles veulent détruire l'économie d'un pays.

La seule solution possible au conflit Lip était la coopérative ouvrière. F.O. l'avait proposée, ainsi que moi-même dans notre journal. Elle a été rejetée par tout le monde. « Ce n'est pas une proposition révolutionnaire » clamaient Piaget et ses acolytes. Sans doute que le « bon patron » et les capitaux de « gauche » étaient et sont la solution révolutionnaire ? En vérité les politiciens comme les patrons ne voulaient pas d'une coopérative ouvrière, pour les mêmes raisons qu'ils refu-

saient l'autogestion. Ils préféreraient perdre l'argent nécessaire à couler l'affaire Lip.

Une coopérative ouvrière chez Lip, c'était certes une solution réformiste, mais c'était une solution syndicale, la seule capable de laisser le syndicalisme en état de force et de préserver l'avenir. Enfin la coopérative ouvrière, pour peu que la C.F.D.T. l'eût choisie, était une solution possible et durable. Rappelons-nous le climat de l'époque, le gouvernement débordé, excédé par l'affaire, prêt à faire des sacrifices pour se débarrasser de cette épine qui lui restait dans la gorge. Rappelons-nous la population ouvrière, d'abord intéressée puis conquise, qui aurait accepté que les fonds de l'Etat permettent le démarrage de la coopérative ouvrière Lip. La situation aujourd'hui serait bien différente, car l'opération du patronat, qui a amorcé la recherche du « bon patron » pour empêcher que Lip n'échappe à son contrôle, et qui vient de retirer ses billes avant même de les avoir toutes jouées, aurait été impossible. En outre, l'Etat aurait été dans l'obligation de tenir ses engagements et au besoin l'opinion publique, excitée par l'électoralisme gauchiste, l'y aurait contraint. Enfin, une coopérative ouvrière chez Lip aurait pu se pencher sur le budget de fonction de l'entreprise, réduire les profits et les salaires imposants des hauts cadres et limiter l'exploitation à l'essentiel, ce qui lui aurait permis de vivre en attendant des jours meilleurs. Dans les moments difficiles, le maintien de l'entreprise Lip dans l'orbite d'une organisation ouvrière lui aurait donné, dans le mouvement ouvrier, une assise qu'elle ne possède plus aujourd'hui.

L'affaire Lip est un symbole, celui d'une volonté de continuer à vivre dans une société de classes, c'est-à-dire dans une situation où se perpétuent les différenciations de classes, des partis de gauche et des syndicats politisés ! Ils ont gagné grâce au jeu équivoque d'une organisation syndicale, la C.F.D.T., qui n'est plus ni réformiste, ni révolutionnaire, mais qui est devenue politicienne, à la solde des partis politiques de gauche chargés d'ordonner les structures et l'économie de l'Etat. Sa phraséologie révolutionnaire dissimule mal sa capitulation devant les partis politiques qui la dominent et ne sert plus qu'à entretenir une agitation à vocation électorale... C'est contre cet esprit, qui est devenu celui de la C.F.D.T. autant que celui de la C.G.T., qu'au Congrès d'Amiens de 1906, les réformistes conduits par Liochon et les révolutionnaires conduits par Pouget, avec l'aide d'autres syndicalistes, votèrent la charte d'Amiens qui rejetait Jules Guesde du mouvement ouvrier français, ainsi que les politiciens qui le suivaient.

Il reste de Lip deux enseignements que nous ne devons pas oublier. Le premier, c'est la frayeur des patrons et des politiciens devant la grève gestionnaire, le second c'est la complexité des syndicalistes rongés par la politique et qui deviennent tout naturellement les alliés objectifs du patronat ou de l'Etat lorsque ceux-ci recouvrent leur visage du masque socialiste approprié. Piaget a un « truc », nous apprenait *France-Soir* il y a quelques jours ! Nous aussi, les anarcho-syndicalistes, avons un « truc » ! Il consiste à débarrasser le mouvement syndical des politiciens qui le pourrissent, à préparer des affaires Lip à l'échelon national, pour la remise en route des usines occupées par les travailleurs sous le contrôle des organisations syndicales de base.

par Maurice JOYEUX